PAUL FERDONNET

LA PRÉFACE
DE
LA GUERRE

DÉDIÉ
aux Français mobilisables

EDITIONS LA BAUDINIERE
PARIS 1937

AVANT-PROPOS

L'opinion publique française s'est accoutumée à l'évolution extraordinaire du parti communiste. Le bolchevik au couteau entre les dents est devenu un citoyen discipliné, qui chante la Marseillaise entre deux Internationales. Ses parlementaires font partie de la majorité. Le gouvernement du Front Populaire leur doit le pouvoir, et la République Française, l'alliance avec l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes.

Nombreux sont les Républicains qui trouvent rassurante cette attitude loyaliste d'un parti révolutionnaire, dont les troupes hurlaient à la mort du Président Daladier, le six février 1934, sur la place de la Concorde, aux côtés des ligues nationales et du peuple soulevé, avant de s'affilier, six jours plus tard, sur la place de la Bastille, au rassemblement des gauches socialistes et radicales, pour former un front électoral commun.

Entre deux dates aussi rapprochées, une politique aussi contradictoire, dont le changement de tactique du journal « L'Humanité » porte témoignage, ne pouvait s'expliquer que par un ordre supérieur imposé à la Section Française du Parti Communiste.

Cette grosse manoeuvre politique, cousue de fil rouge, était commandée par l'animateur de la IIIe Internationale, à Moscou. M. Maurice Thorez filait doux sur l'ordre de Staline.
Voilà, certes, un dictateur qui ne fait pas blanchir ses manchettes à Londres. Son but est clair : il lui fallait à tout prix l'alliance de la France, pour servir ses desseins révolutionnaires en occident, comme le drame espagnol l'a montré ; puis, de rendre impossible tout rapprochement franco-italien ; enfin et surtout de nous dresser contre l'Allemagne et l'Italie, dont la récente amitié n'est pas une cause, mais un effet.
C'est la première étape de la croisade des « démocraties » contre le « fascisme ». Qui dit croisade, dit guerre. Etre pour la paix, c'est se prononcer contre toute croisade, fût-ce pour ou contre la Russie bolchevique. Si chacun se sent maître chez soi, la paix sera mieux gardée.

Ce qui révolte l'âme française, soucieuse de sa liberté, c'est précisément cette ingérence étrangère et barbare dans notre vie intérieure et sur la route de nos destinées. Là, dans ce domaine de la politique extérieure, où le sort de la paix est en jeu, notre vigilance ne doit pas se laisser surprendre : il ne faut pas qu'un jour vienne, où puisse se poser cette atroce question : « Pourquoi te bas-tu ? »
On se bat mal dans la nuit. Il faut aux coeurs vaillants une raison pour combattre, une lumière intérieure, une grande foi ou une digne espérance, le soleil de Valmy... Ne vaut-il pas mieux demander, avant le carnage, quand, comment et pourquoi nous nous battrions ?

J'apporte ici une réponse, la plus sincère et la plus grave. Pourquoi tu te battrais ... ? Oui, toi, mon frère d'armes d'hier et de demain... lecteur inquiet devant un titre évocateur d'une veillée tragique : cette modeste étude, en rassemblant des éléments d'histoire contemporaine, répond positivement aux questions angoissantes, qui te font sentir davantage, sur le coeur, le scapulaire national de ta vie et de ta mort : le fascicule de mobilisation.

Fils d'une race millénaire, dont l'héroïsme gaulois s'est mille fois renouvelé au service du plus noble idéal, tes épaules sont chargées d'un héritage de vertus civiques indifférentes à toutes

les faiblesses humaines. Mais il y aurait une lâcheté plus honteuse, que celle de craindre le combat, ce serait de déserter la défense de la paix pour des commodités égoïstes : ce serait d'abandonner le terrain aux fauteurs de désordre, dont le drapeau rouge, trempé de sang, appelle la guerre comme le paratonnerre attire la foudre.

Notre scepticisme à cet égard, M. Léon Blum l'a déchiré. Le chef du Front Populaire a porté sur ses alliés communistes un jugement sans appel quant à l'exposé du processus belliciste. Ce texte tiré de « Bolchevisme et Communisme » est également dédié - je pense - aux Français mobilisables. Je le reproduis donc dans cette intention.

« L'idée, *écrit M. Léon Blum*, que la prise du pouvoir politique contient intégralement la révolution, conduit le bolchevisme à concevoir la prise du pouvoir sous l'unique aspect de l'insurrection et de la guerre civile.
« L'idée que la possession du pouvoir forme la condition suffisante de la transformation sociale le conduit à prolonger, jusqu'au moment déterminé de cette transformation, la dictature et la terreur systématique.
« L'idée que la véritable préparation révolutionnaire consiste à se tenir toujours armés pour saisir le pouvoir d'un coup de main, à la première occasion favorable, le conduit à modeler la propagande et l'organisation du parti communiste sur le type légendaire des conjurations et des sociétés secrètes.
« Le parti communiste cherche, non pas à enrôler les masses prolétariennes, qu'il méprise, mais à trier dans leur sein une troupe de choc toujours mobilisée, une sorte d'armée de métier de l'insurrection.
« Sa propagande ouverte est au service de plans occultes dont les chefs seuls doivent détenir le secret... Elle n'instruit pas, n'élève pas ; elle exalte, surexcite, surchauffe.
« Nous souffrons quand nous constatons, par notre expérience quotidienne, quels sentiments des hommes, qui furent socialistes, cherchent à propager dans la classe ouvrière : duplicité, esprit de délation ou de trahison, haine, calomnie systématique.
« Le communisme cherche à tirer d'une crise généralisée, d'une catastrophe quelconque, la conjoncture révolutionnaire. Or, la guerre se présente évidemment comme la crise et la catastrophe par excellence. »

Ainsi la guerre est-elle l'aboutissement fatal de la politique des Soviets. Le principal responsable de la politique russophile actuelle, M. Edouard Herriot, n'a pas seulement oublié la notion de distance qui modifie considérablement tout calcul politique dans le cas dune alliance franco-russe, mais il est resté sourd à l'avertissement capital de son « ami » M. Léon Blum. Ce qui est en cause, ce n'est pas une forme particulière de gouvernement : la France est assez riche en traditions pour se garder de tout régime étranger au génie de sa race. Il s'agit uniquement de savoir si le pacte avec les Soviets est un pacte avec la guerre. Il n'y a pas d'autre question plus vitale, ni d'examen plus nécessaire.

En l'abordant, j'ai voulu douter des témoignages recueillis et j'ai mis à l'épreuve ma propre conviction. Cependant les faits parlent plus fort que les arguments ; et si j'ai négligé les miens pour accorder une audience convenable aux documents matériels et humains, dans la première partie de cet ouvrage, c'est parce que les uns et les autres sont encore plus probants.

Le meilleur moyen de protéger la paix contre les malfaiteurs, c'est d'éventer leurs plans criminels. Je les expose.

Leur connaissance dicte la conclusion de ma seconde partie.

Je pense avec M. Charles Maurras, que :
« les Français n'ont aucun besoin de faire la guerre aujourd'hui. Ils n'ont aucun besoin d'amorcer et de convoyer, par cette guerre impie, le brûlot ravageur de la Révolution. Nous n'avons pas besoin de jeter une jeunesse, hélas ! trop peu nombreuse, sous le feu des mitrailleuses et des obus »[1].

Non ! Pas de guerre ! Pas de pacte diabolique Si le pacte franco-soviétique doit être la préface de la guerre, il est temps de le dénoncer. C'est un devoir envers la France et envers l'humanité.

PAUL FERDONNET

CHAPITRE PREMIER

NOS PARTENAIRES : LES SOVIETS

Les soviets sont les usurpateurs de la révolution russe de 1917. L'accession au pouvoir de la bourgeoisie démocrate rencontra l'opposition réactionnaire du général Kornilov, qui tenta de renverser le gouvernement provisoire de Kerenski, en août 1917. Le président du conseil dut faire appel au soviet de Petrograd pour mater les rebelles. Le 20 août, son chef, Joseph Dschugaschwili, dit Boka, dit Staline - c'est-à-dire : l'homme d'acier - pouvait écrire à Lénine, réfugié en Finlande, cette missive :
« Nous sommes virtuellement les maîtres ; notre popularité grandit d'heure en heure parmi les masses militaires et ouvrières. Nous disposons de cent mille fusils, c'est plus qu'il ne nous en faut pour mettre en fuite le gouvernement provisoire, qui ne peut guère nous opposer que ses bataillons de femmes. M'est avis que vous pouvez revenir sans crainte vous placer à notre tête. Je ne vois pas qui serait assez imprudent pour ordonner votre arrestation. »

Le 10 octobre, le grand théoricien du Communisme et l'introducteur du Marxisme en Russie, Lénine, débarquait à Petrograd. Le lendemain, il lançait un appel direct à l'insurrection et Saline déclarait traître quiconque voudrait ajourner le soulèvement révolutionnaire. L'état-major lui-même subissait le contrôle de Trotski.

Le 18 octobre, les Cadets firent appel, dans leur journal le « Rietch », à l'énergie du gouvernement. Ils écrivaient :
« Les bolchevicks, sans nullement en faire mystère, nous menacent de pillage, d'assassinat, ils menacent le gouvernement et toutes les classes cultivées, ils menacent la sécurité extérieure et l'indépendance de l'état russe. Parmi eux, il est des gens soupçonnés de relations avec l'Allemagne, des criminels de droit commun, de ci-devant agents de l'Okhrana et des provocateurs. Il est inutile d'entrer en pourparlers avec eux. Par des milliers d'exemples, ils se

[1] *L'Action Française* du 4 septembre 1937.

sont montrés incapables de tenir le moindre engagement. Se les concilier par des concessions secondaires est tout aussi impossible. Se concilie-t-on un incendie en y jetant des fagots ?
« Il ne reste qu'une seule chose à faire : la lutte ouverte. Tout le monde le comprend, mais personne n'a l'énergie nécessaire pour faire passer à l'acte cette juste conception.
« Les bolchevicks, eux, se préparent fiévreusement, avec suite et ténacité, à de sanglantes conquêtes. Ils se procurent des armes, dressent des plans d'action, occupent des points d'appui.
« Et le gouvernement provisoire, qu'a-t-il opposé jusqu'ici à tous ces préparatifs ? Quelques proclamations, quelques décrets, quelques séances de nuit au Palais d'Hiver.
« Quant à la population, il n'y a même pas à en parler. Elle s'est montrée complètement incapable de sa propre défense. Elle attend la décision du sort avec une soumission irraisonnée, comme un animal promis à l'abattoir. »

Kerenski répondit, le 23 octobre, par un mandat d'arrestation contre Lénine et par un autre contre Staline. Ce dernier « révolutionnaire professionnel », n'ayant jamais eu ni domicile fixe, ni travail défini, n'en était pas à son premier mandat d'arrêt : emprisonné pour la première fois en 1902, déporté en Sibérie en décembre 1903, évadé en janvier 1904, sous le coup d'un nouveau mandat d'arrêt en 1905, exilé volontairement en 1906, de retour à Bakou en 1907, appréhendé en 1908, déporté à Solvegodsk en 1909, évadé puis arrêté en 1910, évadé puis repris en 1911, évadé puis arrêté en avril 1912 et exilé à Narym, évadé puis déporté en Sibérie, en 1913, Staline a toute une vie militante à venger.
En face de lui, Kerenski ne recueillait, le lendemain, au parlement que 123 suffrages contre 102 et 26 abstentions. S'avouant vaincu d'avance, le ministre de la guerre, le général Verkhovsky, déclarait que la Russie ne pouvait plus combattre et donnait sa démission. Le nouveau régime se décomposait à l'ombre de Lénine, qui promettait à tout travailleur la part de terre qu'il serait capable de cultiver lui-même sans recourir au labeur des salariés. Ce message publié le jour même par l'organe communiste « Rabotchipout » fut répandu à cinq cent mille exemplaires.

Dans la soirée, les troupes du Comité révolutionnaire de l'armée occupèrent les gares, les postes, la forteresse Pierre et Paul et la Banque d'Etat.
Antonoff, nommé par Lénine gouverneur de la capitale, envoyait le lendemain, à sept heures du soir, un ultimatum sommant le gouvernement provisoire de se rendre dans les vingt minutes et de désarmer la garde, sous la menace des canons du cuirassé « l'Aurore » et de ceux de la forteresse braqués sur le Palais d'Hiver.
Vers dix heures, deux matelots accompagnant Antonoff entrèrent au parlement et jetèrent des grenades au milieu des députés, qui furent arrêtés. La fuite de Kerenski, en lui sauvant la vie, abandonnait le pouvoir à Lénine, qui rédigea sur-le-champ son premier décret lui assurant l'adhésion enthousiaste du peuple russe : le décret sur l'expropriation des terres.

Maintenant Staline pouvait instaurer la terreur, et il l'expliquait ainsi dans la *Pravda* : « Ne vaut-il pas mieux tuer nos ennemis, que d'être tué par eux ? » Voilà pourquoi le comité central du parti bolchevik accepta la création de la Commission Extraordinaire ou Tcheka, dont les cent mille policiers firent un million de victimes.

Le sort de la famille impériale fut décidé par Staline, selon le télégramme chiffré tombé entre les mains de l'armée Tchécoslovaque, le 20 juillet 1918, à la poste d'Ekaterinbourg, au délégué du Soviet local, Golochtchokine, Staline avait dit le 16 juillet : « Il est entendu qu'à aucun prix le Tsar ne doit être délivré par les Blancs » Le 17, le Commissaire d'Ekaterinbourg, Bieloborodoff, était investi de pleins pouvoirs quant aux mesures à prendre ;

et le 18, il télégraphiait : « Faites savoir que toute la famille a eu le même sort que son chef. Officiellement, elle périra pendant l'évacuation »
La fusillade avait crépité la veille au soir, à dix heures, dans le sous-sol de la maison Ipatieff.

Après Louis XVI, Nicolas II. Il faut aux révolutions des têtes couronnées. Pour faire courber les échines, il faut semer l'épouvante.

Par son alliance avec les Bolcheviks, négociée en février 1917 par Ganetsky, intermédiaire entre Lénine et Parvus, chef du Geheim Dienst à Copenhague, l'Allemagne mettait à leur disposition ses trains de rapatriement et ses trains d'or[2] : son placement n'était pas si mauvais, puisque le traité de Brest-Litovsk, signé par Trotski et le général Hoffmann, séparait la République des Soviets de la Pologne, de la Lituanie, de la Courlande, de l'Estonie et de la Livonie.

Plus tard, au lendemain de l'armistice, suivant une information du « Berliner Tageblatt » et de la « Frankfurter Zeitung » « le Comité central exécutif de la République russe des Soviets a décidé de proposer aux nouveaux gouvernements des puissances centrales une alliance offensive contre l'Entente. »

C'était Staline qui avait imposé aux Soviets, contre l'avis de Trotski, cette politique extérieure anti-française. Et pour mieux déjouer le plan de la candidature de Trotski, désigné par Lénine pour son éventuelle succession, Staline se fit nommer Secrétaire général du parti communiste et Commissaire du Peuple au contrôle de l'Etat : deux fonctions qui n'existaient pas. Le vieux dictateur approuva bien cette double nomination, mais en la plaçant pour ainsi dire sous le Conseil de famille d'une commission de contrôle chargée d'écarter tous les différends.

Staline en profita pour réorganiser le parti communiste en dotant les principaux postes d'hommes à lui. La Tcheka fit son affaire des Trotskystes : son épuration, commencée en 1921, dure encore... Après les petits fonctionnaires, ce furent les vétérans de la vieille Garde bolchevique et les généraux de l'Etat-major de l'Armée Rouge que l'on exécuta sommairement d'une balle dans la nuque. C'est ainsi que la police assura les élections du Xe Congrès panrusse des Soviets. Les électeurs étaient priés simplement d'approuver par assis ou levé la liste officielle des candidats.

Pour gouverner en dehors des organismes responsables, Staline créa le Bureau politique (Politburo), dont tout devait dépendre. Ses neufs membres détiennent les leviers de commande du gouvernement et de la IIIe Internationale.

Le premier Politburo comprenait les vieux bolcheviks : Staline les fit exiler, assassiner ou exécuter. C'est dire assez sa prépondérance et son absence de scrupules. Lénine le jugeait donc justement dans sa dernière lettre, où l'on peut lire ces lignes testamentaires :
« Je suis maintenant fixé sur la grossièreté asiatique et sauvage de Staline, en même temps que sur son défaut de culture marxiste. Cet homme est dangereux pour nous tous et pour l'U.R.S.S. Il ne vise qu'un but : s'élever toujours davantage, dût-il piétiner les cadavres des meilleurs révolutionnaires. Il tend à devenir un satrape à la façon d'Abdul Hamid. »

---

[2] Les fonds étaient transférés à Petrograd par la Nya Bank de Stockholm, qui les recevait de la Disconto Gesellschaft de Berlin.

L'autorité de Staline fut sérieusement menacée le 2 décembre 1923, à la réunion des six cents délégués du Comité central. L'homme qui lui avait ouvert les portes du Palais d'Hiver, Antonoff, lui criait maintenant : « Va-t'en, Staline ! Les masses du Parti ne veulent plus souffrir ta dictature... » Le dictateur eut alors recours à l'inusable procédé du complot, dont l'effet sur les assemblées réussit toujours : « Antonoff sait très bien que sa place est marquée en Sibérie... Trotski tient son assurance sans doute du fait qu'il était, hier encore, président du Soviet de l'armée... » Et voilà Trotski, organisateur de l'Armée Rouge, destitué, traqué, exilé, puis banni.

Le 21 janvier 1924, Lénine mourait paralysé. Il n'y avait plus qu'une autorité dans l'Etat : celle de la terrible Tcheka et de son inspirateur sans conscience : qui aurait osé s'aventurer sur les brisées de Staline ?

En favorisant l'élection d'un Président soliveau sans pouvoirs, celle du bonhomme Kalinine, le dictateur Staline écartait toutes les rivalités et il imposait à la Russie géante le tyran qui convient à sa taille. C'est à ce monstre de la révolution bolchevique, c'est à Staline que les démocrates français accordent candidement leur confiance pour faire revivre l'alliance franco-russe, dont le passé projette sur l'avenir une montagne de cadavres.

CHAPITRE Il

LEUR POLITIQUE EXTÉRIEURE ET LA NOTRE

« Les Soviets commencent la révolution universelle », a dit Lénine.
Le futur vice-président communiste de la Chambre des députés de 1936, Jacques Duclos, lui faisait ainsi écho :
« Alliance entre l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et l'impérialisme français ? Pourquoi donc a-t-on fait tant de bruit autour de cela, si ce n'est pour tenter d'obscurcir la notion de classe dans les cerveaux des prolétaires français et développer l'atmosphère d'union sacrée qui prépare la guerre ? Ce que nous devons proclamer avec force, c'est que l'Union Soviétique n'a pas et ne peut pas avoir d'alliés dans le monde capitaliste. Les seuls alliés de l'Union Soviétique, ce sont les prolétaires, les exploités du monde entier. »

Il faut reconnaître dans ces paroles autorisées la pure doctrine soviétique. Comment ! Vous voulez que les Soviets défendent à vos côtés le traité de Versailles ? Mais lisez donc la critique de leur fondateur Lénine :
« Le traité de Versailles a imposé des conditions telles que les peuples les plus civilisés sont tombés dans un état de dépendance coloniale, de misère, de famine, d'asservissement, dans des conditions économiques impossibles. Ils sont soumis à une humiliation inouïe. »

Plus tard, à la tribune du onzième Plenum de la IIIe Internationale, le chef communiste allemand Thaelmann, a rapporté ce texte rédigé, a-t-il dit, par Staline, en 1931 :
« Nous seuls communistes, luttons tant contre le plan Young que contre la paix de rapine de Versailles, point de départ de l'asservissement des travailleurs d'Allemagne, que contre tous

traités, accords, plans internationaux, traité de Locarno, plan Dawes, plan Young, accord germano-polonais qui découlent du traité de Versailles.
« Nous, communistes, sommes contre tout paiement de réparations, contre tout paiement de dettes internationales. Nous déclarons solennellement devant tous les peuples de la terre, devant tous les gouvernements et capitalistes de l'étranger, qu'en cas de prise de pouvoir par nous, nous déclarons nuls et non avenus tous les engagements découlant du traité de Versailles...
« Nous, communistes, nous déclarons que nous ne reconnaissons aucune annexion violente d'un peuple ou d'une partie de peuple à une autre formation nationale ; que nous ne reconnaissons aucune frontière tracée sans l'approbation des masses laborieuses et de la véritable majorité de la population.
« Nous, communistes, nous sommes contre le démembrement territorial et le pillage de l'Allemagne réalisés aux termes du traité de la paix de violence de Versailles... »

Cette opinion communiste a-t-elle été modifiée par l'arrivée du Führer au pouvoir ? M. Gabriel Péri, informateur des Soviets au journal l'Humanité, n'a pas renié sa doctrine après Hitler. Dans son magnifique discours contre le pacte franco-soviétique, M. Jacques Doriot a lu, à la tribune de la Chambre, l'article écrit par M. Gabriel Péri, le jour où l'Allemagne hitlérienne a quitté la Société des Nations et la Conférence du Désarmement sur la question de l'égalité des droits. L'Humanité écrivait donc :
« Dès ce matin, la presse française de toutes couleurs, socialistes compris, criera « Haro sur l'Allemagne ! » En face de la méchante Allemagne qui fausse compagnie à Genève, on célébrera la vertu de la France généreuse, fidèle au pacte, rien qu'au pacte, à tout le pacte. On voudra, à la faveur de ce grave incident, sceller l'union sacrée pour la croisade du droit de la démocratie pour la mise en oeuvre des sanctions militaires du traité de Versailles. Nous ne nous laisserons pas étourdir par ces manoeuvres de dernière heure. On ne nous refera pas le coup des avions de Nuremberg ! L'Allemagne seule responsable ? Non pas ! Non pas ! Les responsables ce sont tous les impérialismes, et l'impérialisme français tout d'abord. Les responsables, ce sont les auteurs des traités de 1919 qui portent en eux la guerre. »

La doctrine soviétique n'a pas varié : pour elle, il s'agit toujours d'utiliser les contradictions internationales, et si l'Allemagne n'est plus utilisée contre la France, c'est parce que le communisme français a fait des progrès considérables dans le même temps où le national-socialisme élevait outre-Rhin une barrière entre le Soviétisme et l'Europe. Pour faire tomber cette barrière, qui retarde l'invasion révolutionnaire et le crépuscule de la civilisation, Staline a lancé sur la France sa meute d'agitateurs pour hurler à la croisade des démocraties contre Hitler.
Le maître de ces agitateurs nous a parfaitement expliqué où pouvait conduire le pacte franco-soviétique. C'est M. Maurice, Thorez qui nous le montre dans son discours du 17 octobre 1935 (discours également cité par Jacques Doriot) :
« Le seul fait que nous sommes prêts à utiliser les contradictions internationales pour obtenir, dans tous les cas, la victoire aux armées de l'Union Soviétique signifie que nous envisageons avec beaucoup de raison, avec beaucoup de calme la possibilité d'une guerre, et par conséquent la possibilité de sanctions militaires. »

Tel est l'aboutissement de la politique extérieure soviétique, à laquelle les signataires du pacte associent la France : la possibilité d'une guerre, c'est-à-dire - ne nous y trompons pas - la certitude prochaine de la guerre. Et cette prédiction effroyable nous est présentée par nos

chefs communistes : Maurice Thorez et Marcel Cachin « avec beaucoup de raison et beaucoup de calme » comme une promesse de révolution...

Est-ce trop demander à nos démocrates si légers : est-ce bien cela que vous avez voulu ? C'est pourtant cela que votre aveuglement permet. Avant qu'il ne soit trop tard, ressaisissez-vous ! et pour employer le nouveau jargon politique du Parlement, messieurs les sénateurs et messieurs les députés, n'hésitez pas à reconsidérer la question. Alors vous comprendrez mieux les raisons de l'attitude négative de la politique du Quai d'Orsay vis-à-vis de l'Allemagne : elle est commandée par l'alliance russe. Prenons quelques, exemples : Hitler propose un accord sur la limitation des armements. Que fait l'Angleterre, puissance navale ? Elle signe avec l'Allemagne un pacte limitant les armements navals.
Que fait la France, puissance continentale ? Elle n'entend rien. Elle ne voit rien. Elle ne fait rien. Le IIIe Reich en profite pour réarmer.

Le 23 mars 1933, Hitler se déclare prêt à négocier. Le 17 mai, il proclame la nécessité d'une entente franco-allemande et d'un pacte occidental. Dans son dernier discours de 1933, il s'écrie : « Après le retour de la Sarre au Reich, seuls des fous pourraient songer à la lutte entre les deux Etats. Il n'existe plus aucun motif qui puisse justifier raisonnablement la guerre entre nous. » Le 13 janvier 1934, Hitler dit aux Sarrois : « Après votre retour dans le Reich allemand, il ne se pose plus aucune question territoriale avec la France. »

A toutes ces offres de paix, qui méritaient sans doute un libre examen et peut-être une négociation, de laquelle un meilleur modus vivendi pouvait enfin sortir, le gouvernement de la République a répondu par la conclusion du pacte avec les Soviets !

Pourtant, le 21 mai 1935, le chancelier Hitler nous déclarait une fois de plus :
« L'Allemagne a accepté de garantir par une déclaration solennelle à la France les frontières telles qu'elles existent depuis le plébiscite de la Sarre. Nous avons fait cela bien que nous renoncions ainsi définitivement à l'Alsace-Lorraine, pays pour lequel nous avons fait jadis deux grandes guerres avec la France. »

Eh ! bien, nous avons délibérément négligé l'Allemagne, comme nous avons négligé l'Italie, qui attend toujours notre ambassadeur... Nous avons ainsi préparé un front hostile, dont l'immense étendue va de la mer du Nord à la mer Méditerranée. Nous avons préféré exciter nos voisins en nous associant avec leurs ennemis. La défense matérielle et morale de nos frontières fut mise sous le boisseau d'une chimère : nous avons sacrifié la paix du pays à la paix collective dans le vaste monde. Et c'est la guerre qui vient, de l'Espagne à la Chine.

A tous les avantages reconnus dans les pactes d'assistance mutuelle, il suffit d'opposer cette caractéristique dénoncée jadis par Litvinov : ils constituent le meilleur moyen de transformer une guerre locale en une boucherie universelle.

A ce danger certain s'ajoute le dessein avoué d'engager la France dans un nouveau conflit franco-allemand, où son intérêt serait absent et sa liberté d'action paralysée.

Certes, la Russie nous offre, en contrepartie, une garantie : Jacques Doriot a dit à la Chambre ce qu'elle vaut :
« On peut prétendre que l'on est d'accord avec la doctrine, avec les principes, avec tous les moyens qui permettent de la réaliser. Mais on ne peut pas dire en même temps qu'on est

partisan du maintien du statu quo territorial du traité de Versailles. C'est une contradiction trop flagrante dans les faits et dans les textes pour que nous puissions croire en la sincérité de ceux qui, avec beaucoup d'onction, viennent aujourd'hui nous faire un discours de diplomate soviétique, qui se déclarent partisans du maintien du statu quo territorial établi par le traité de Versailles, mais qui sont ensuite obligés de reprendre le discours du propagandiste communiste en faveur de la révolution mondiale, ce qui est évidemment incompatible avec le maintien du statu quo. »

Le 14 avril 1935, le plus grand observateur diplomatique de la presse depuis la guerre, Jacques Bainville, dont l'Académie française porte le deuil, portait ce jugement souverain :
« Nous entrons dans une aventure. Si l'on veut connaître le chemin par lequel viendra la guerre, le voilà. »

CHAPITRE III

LA RÉVOLUTION OU LA PAIX ?

Une lourde équivoque pèse sur la discussion du pacte franco-soviétique : pour avoir eu le courage de la dénoncer à la tribune du Parlement, l'ancien chef communiste, Jacques Doriot, fondateur du Parti Populaire français anticommuniste, a été poursuivi jusque dans sa mairie de Saint-Denis par la vindicte des Moscoutaires, honteusement servie par le ministre Dormoy, héros sanglant de la fusillade organisée de Clichy.

Qu'avait donc dit Doriot ? Qu'il n'était pas possible que deux versions soient données à propos du même pacte : celle de M. Péri à Paris et celle de Staline à M. Laval à Moscou :
« Cela n'est pas possible, expliquait l'orateur « renégat », car vous devez savoir que le parti bolchevik est le parti où l'unité idéologique est la plus forte et la plus solide et où les interprétations différentes ne sont pas permises. C'est un parti où tout le monde doit dire la même chose. Quand deux membres de ce parti disent le contraire l'un de l'autre, c'est parce qu'ils l'ont délibéré ensemble et qu'ils l'ont calculé.
« Ainsi on a donné à la diplomatie française une définition du pacte. Le parti communiste français en donne une autre à la classe ouvrière française. D'un côté, on vous dit qu'on vous propose un pacte pour défendre la sécurité de votre pays, comme la sécurité de l'autre pays. D'un autre côté, on vous affirme qu'on veut préparer, au moyen de ce pacte, la révolution dans les autres pays et dans le vôtre aussi... Il s'agit, au moment où l'on s'efforce de circonvenir une partie de la bourgeoisie française, de ne pas perdre l'influence sur le prolétariat français, de maintenir cette influence à tout prix, par n'importe quel moyen et, avec cette masse de manoeuvre, de faire pression sur vous pour vous obliger à des actes que, peut-être, vous ne voudriez pas commettre. Voilà le jeu ! »

Ce jeu évident est adroitement mené par Moscou. Grâce à cette équivoque éclatante, sur laquelle une opinion publique savamment détournée n'a pas ouvert les yeux, ce n’est pas seulement la bourgeoisie française qui a été dupée, comme elle a été trahie, mais ce sont les masses ouvrières elles-mêmes qui ont été abusées, achetées et promises à l'abattoir d’une guerre étrangère au seul profit de ce que j'appellerai l'empire russe des Soviets.

« La Russie est la patrie du socialisme et de l'internationale », répètent les orateurs communistes. Attention ! On croit mourir pour l'Internationale, et on se sacrifie pour la nation russe, car si l'Union des républiques socialistes soviétiques a gardé l'Internationale pour l'usage extérieur, elle l'a mise en sommeil à l'intérieur. L'explication matérialiste de l'histoire a fait place, dans les manuels, à l'explication nationale, l'histoire de la lutte des classes à l'histoire des peuples ; et si l'oeuvre de Lénine est encore accessible, elle est mutilée, annotée, déformée. Le militarisme, jadis honni, devient l'éducation des Jeunesses communistes, « prêtes à marcher an combat » et chez qui « le bras n'hésitera pas, ni l'oeil ne faillira » dans les combats futurs.

Mais la Russie a besoin dans le monde d'une propagande militante ; les Soviets ont besoin chez leurs voisins immédiats et lointains de l'appui révolutionnaire ; la révolution mondiale a besoin d'un organisme, centralisateur et tentaculaire à la fois ; c'est cet universel besoin qui poussa Staline à fonder la IIIe Internationale avec ces considérations :

« L'Internationale communiste n'ignore pas que, pour hâter la victoire, l'Association Internationale des Travailleurs, qui combat pour l'abolition du capitalisme et l'instauration du communisme doit avoir une organisation fortement centralisée. Le mécanisme organisé de l'Internationale communiste doit assurer aux travailleurs de chaque pays la possibilité de recevoir, à tout moment, de la part des travailleurs organisés des autres pays, tout le secours possible. Tout cela considéré, l'Internationale communiste adopte les statuts que voici :
« Article Premier. - La nouvelle association internationale des travailleurs est fondée en vue d'organiser une action d'ensemble du prolétariat et d'une république internationale des Soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste. »

Par l'article 8 des statuts le parti communiste russe s'assura la direction de la IIIe Internationale :
« Le travail principal et la grande responsabilité, au sein du Comité Exécutif de l'Internationale communiste, incombent principalement au parti communiste du pays où le Congrès mondial a fixé le siège du Comité Exécutif. Le parti communiste de ce pays fait entrer dans le Comité Exécutif au moins cinq représentants ayant voix délibérative. La liste de ces partis est sanctionnée par le Congrès mondial. Les autres partis ou organisations ont le droit de déléguer auprès du Comité des représentants (à raison d'un par organisation) avec voix consultative. »

Il est interdit aux partis des autres nations de se concerter entre eux : tous dépendent moralement et matériellement des Soviets et, par Partiel 9, le Comité Exécutif a le droit d'exclure les opposants : c'est pourquoi les Russes ont toujours imposé leur volonté à la IIIe Internationale. L'article 9 est à ce sujet très explicite :
« Article 9. - Le Comité Exécutif de l'Internationale communiste dirige, dans l'intervalle qui sépare les sessions des Congrès, tous les travaux de l'Internationale communiste, publie, en quatre langues au moins, un organe central (la revue l'Internationale Communiste), publie les manifestes qu'il juge indispensables au nom de l'Internationale communiste et donne à tous les partis et organisations affiliées des instructions qui ont force de loi. Le Comité Exécutif de l'Internationale communiste a le droit d'exiger des partis affiliés que soient exclus tels groupes ou tels individus qui auraient enfreint la discipline prolétarienne... Il peut exiger l'exclusion des partis qui auraient violé les décisions du Congrès mondial. Ces partis ont le droit d'en

appeler au Congrès mondial. En cas de nécessité, le Comité Exécutif organise, dans différents pays, des bureaux auxiliaires techniques et autres qui lui sont entièrement subordonnés. »

Après l'asservissement des partis, voici celui de la presse :
« Article 11. - Les organes de la presse de tous les partis et organisation affiliés à l'Internationale communiste, ou sympathisant avec elle, doivent publier tous les documents officiels de l'Internationale communiste et de son Comité Exécutif. »

Enfin l'ingérence politique des Soviets dans la vie nationale des autres Etats est précisée par l'article 12, ainsi conçu :
« La situation générale en Europe et en Amérique impose aux communistes l'obligation de créer, parallèlement à leurs organisations légales, des organisations secrètes. Le Comité Exécutif de l'Internationale communiste a le devoir de veiller à l'observation de cet article des statuts. »

Dans son ouvrage sur La Révolution d'Octobre, Staline définit la position de l'Union Soviétique dans le monde, ce qui l'amène à écrire :
« Plus encore, en ébranlant l'impérialisme, la révolution créa en même temps, en instituant la première dictature prolétarienne, une base puissante et ouverte pour le mouvement révolutionnaire mondial, base qu'il n'avait jamais possédée et sur laquelle il peut maintenant s'appuyer. Elle créa un centre puissant et ouvert du mouvement révolutionnaire mondial, centre qu'il n'avait jamais possédé auparavant, et autour duquel il peut, maintenant, se rallier, organisant le front révolutionnaire uni des prolétaires et des peuples opprimés de tous les pays contre l'impérialisme. »

En fondant la IIIe Internationale, la révolution russe affirmait sa volonté de promouvoir, de développer et de soutenir la révolution dans les autres pays.

Au cinquième Congrès du parti, en décembre 1927, Staline, maître absolu de la III* Internationale, définissait ainsi les tâches du mouvement révolutionnaire international :
« 1e Travail de renforcement des partis communistes d'Occident, en vue de la conquête de la majorité des masses ouvrières par ces partis ; 2e lutte pour l'unité syndicale, pour l'affermissement de l'amitié entre le prolétariat de l'U. R. S. S. et celui des pays capitalistes ; 3e renforcement de l'alliance entre le prolétariat russe et le mouvement de libération nationale des peuples opprimés... »

M. Maurice Thorez est donc d'accord avec la doctrine quand il déclare qu'en signant le pacte franco-soviétique, on utilise les contradictions internationales pour arriver plus sûrement à la révolution mondiale.
C'est la réponse à faire à M. Edouard Herriot, promoteur de l'alliance, lorsqu'il invoque un changement d'attitude chez les Soviets, qui auraient renoncé à la transformation révolutionnaire universelle. Les textes témoignent ; les exemples aussi : le cas de l'Espagne clôt le débat.

L'action révolutionnaire du parti communiste se donne d'ailleurs libre cours dans nos possessions coloniales, parce qu'elle n'a plus rien à redouter des pouvoirs publics respectueux du pacte.
Le 3 août 1935, au septième Congrès du Kominterm, M. Maurice Thorez a prêté le serment suivant :

« Nous, communistes français, déclarons : nous mènerons une lutte sans répit pour libérer les peuples coloniaux du joug de l'impérialisme français. »[3]

Le 20 juillet 1937, un plenum de la Section communiste Nord-africaine s'est réuni à Moscou, 10, Strastnoï Proezd. La séance de clôture du 25 juillet était présidée par Dimitrov, secrétaire général du Kominterm. Elle adopta les résolutions suivantes :
« La situation en Afrique du Nord est reconnue favorable à une action énergique des masses. Cette action doit donner, dans un délai rapproché, au parti communiste, la direction absolue, non seulement des milieux ouvriers, mais aussi des nationalistes suffisamment préparés à une action directe et immédiate.
« Il convient donc de mettre à profit l'exaspération des partis nationalistes indigènes. Ils sont actuellement stimulés par les complications politiques dont le bassin méditerranéen est le théâtre et qu'ils interpréteront comme une diminution du prestige européen. »

Les mesures pratiques furent arrêtées par Francis Duperret, instructeur du parti communiste français, détaché au Maroc, Henri Lisseray, instructeur communiste de la région d'Oran, Ibn Ak-Metuz, ancien secrétaire du centre communiste de Tunis, Stepan Kossilov, chef de la section nord-africaine du Kominterm, Mekbub-Krab, délégué au Maroc, Luigi Perrinni, délégué communiste italien à Tunis, Miguel Benos, contrôleur des cellules communistes espagnoles de l'Afrique du Nord etc.

Deux instructeurs communistes : Wassif Suleiman et Said Idris, se concertent avec les organisations communistes françaises, pour multiplier l'agitation révolutionnaire et provoquer l'action directe. Des cours d'instructeurs sont créés pour une centaine d'indigènes militants choisis sur place par les organismes communistes locaux.

Le grand hebdomadaire parisien Gringoire, du 17 septembre 1937, nous apprend que des armes sont expédiées aux militants nord-africains :
« Le matériel de guerre civile, a pris le chemin de l'Afrique du Nord. C'est là un fait sans précédent, dont on ne saurait trop souligner la signification. Jusqu'alors Moscou expédiait de l'argent et des émissaires dans nos possessions méditerranéennes. Pour la première fois, il a lui-même ravitaillé en armes et munitions les émeutiers.
« Précisons, sans crainte de démenti, que les dépôts du Kominterm à Odessa et à Batoum ont fourni 5.000 pistolets automatiques accompagnés de leurs munitions. Précisons encore qu'ils ont été chargés sur les transports soviétiques Kouban, Sovief et Terek qui les débarquèrent clandestinement. »

Gringoire a donné à l'appui des renseignements contrôlés du plus haut intérêt. Nous apprenons ainsi que les conjurés rouges utilisent un fonds spécial de cinq millions confiés à Walter Rauscher, ancien banquier de Hambourg, devenu agent financier de la IIIe Internationale. L'action politique envisagée en Afrique du Nord est contrôlée par les ex-conseillers politiques d'Abd-el-Krim : Omer Ibrahim et Carlos Tadros. Ils sont partis le 24 août 1937 pour le Maroc, où ils doivent être secondés par trois instructeurs spécialisés dans la création de groupes de combat parmi les populations musulmanes : Ahmed Khalil, Abderra Kheid et Obeid Youssef.

Le nouveau poste de commandement rouge a été installé à Marseille, 40 boulevard de la Méditerranée, centre de ravitaillement du *Frente Popular* espagnol. Ses huit techniciens sont : les communistes français Gaston Minois, François Lietaud et Alphonse Crique, Zohrabian,

---

[3] Compte rendu sténographique, fascicule 45, page 2310.

ancien secrétaire du Comité communiste de Damas ; Abdala-Achmet-Yahia, ancien secrétaire adjoint du parti communiste algérien etc. Les liaisons avec les communistes espagnols sont assurées par Miguel Milakos et Francis Karolis émissaires secrets de la zone espagnole du Maroc qui mettront des groupes espagnols à la disposition de leurs collègues tunisiens et marocains, le jour où ceux-ci seront à pied d'œuvre.

Le plan marocain dressé par Abas Mahmud, Omar Fakhir, Henri Monniot et Robert Pauquet, comporte la liaison avec les organisations ultranationalistes qui prêchent la rupture avec la France. Elles reçoivent une aide financière et quatre dépôts clandestins d'armes. Les unions régionales d'agriculteurs indigènes sont organisées par des comités secrets. Les petits commerçants ont pour propagande le refus de l'impôt. Enfin, les calamités agricoles doivent engendrer de violentes revendications.

Le Bled lui-même n'est pas oublié par l'agitation communiste, à laquelle se consacrent trois Français : Alfred Rozet, Pierre Loquet et Maurice Andriot, qui avait appartenu à l'état-major d'Abd-el-Krim.

Les sanglants événements de Mekhnès ont révélé l'audace des agitateurs communistes. Les bombes de Paris n'ont détruit que deux immeubles : faudra-t-il, pour émouvoir les pouvoirs publics, que le soulèvement marocain, fomenté par le parti communiste, sur l'ordre de Staline, vienne « couper les jarrets » de notre défense nationale ? Qui ne comprendrait pas maintenant que le pacte avec les Soviets porte tous les bacilles de la Révolution ? Caveant Consules ! Nos colonies bougent...

CHAPITRE IV

NOS ALLIÉS PEINTS PAR EUX-MÊMES

Un ramassis de juifs débauchés et criminels, de voleurs et de traîtres, de saboteurs et d'espions, d'agents de la Gestapo et du Japon, de vendus à l'Italie, de ministres concussionnaires et de hauts fonctionnaires incapables, d'ingénieurs qui détraquent les machines et de chefs de gare qui font dérailler les trains, et au-dessus de ce joli panier rouge, un état-major qui trahit et un généralissime qui a livré tous ses plans à la Reichswehr : ce tableau idyllique de la haute société communiste, ce n'est pas - comme on pourrait le supposer - dans un journal fasciste que nous le trouvons : mais c'est dans la Pravda, la propre feuille des Soviets, qui traîne leurs grands hommes d'hier, « fumiers humains » d'aujourd'hui, devant le tribunal terrible de la dictature stalinienne.

De la longue liste des condamnés, il convient d'extraire quelques noms pour en connaître l'importance et la qualité. En 1927, plusieurs compagnons de Lénine furent exclus du parti communiste, entre autres : Trotski, Préobrajensky, Serebrianof et Racovsky. En 1930, le procès des ingénieurs décapitait la moyenne et la grosse industrie. Trois grands procès suivirent : celui des Trotskystes, celui du « Centre unifié Zinoviev-Kamenev » et celui du « Centre parallèle Piatakov-Radek ». Zinoviev, président de la IIIe Internationale et président du Soviet de Petrograd, fut condamné à mort en avril 1936 pour haute trahison au bénéfice du

IIIe Reich. Pour le même motif, la même condamnation frappa Rosenfeld, dit Kamenev, président du Soviet de Moscou, président du Conseil de la défense nationale et ambassadeur à Rome. Après l'exécution sommaire de « ce chien enragé du fascisme », le secrétaire général des syndicats Tomsky, dont la trahison était établie, se suicida par persuasion, comme auparavant l'ambassadeur Joffe et plus tard le vice-ministre Gamarnik, second de Staline.

Piatakov, conseiller de Lénine, ministre des Finances, commissaire adjoint à l'industrie lourde, fut abattu en janvier 1937 comme un scélérat infect, nous confient les Izvestia. La diplomatie russe fourmille de « reptiles infâmes et d'agents du fascisme » qui préparent « le démembrement de l'U. R. S. S. ». La plupart de ses ambassadeurs ont été condamnés, comme on le remarquera dans cet éphéméride. L'ambassadeur des Soviets à Londres, Brillant dit Sokolnikov, était lui-même vendu au Japon. Ce « fauve sanguinaire et cynique » s'en tira, en janvier 1937, avec dix ans de prison, ainsi que Radek, porte-parole du Commissariat des Affaires étrangères.

M. Edouard Herriot, qui connaît bien les hommes, avait trouvé ce juif chafouin si gentil, qu'il éprouva la nécessité de le complimenter, dans son livre *Orient*, pour son intelligence, sa clairvoyance et son esprit. Ses juges en ont décidé autrement et ils l'ont qualifié de saboteur, de complice de l'assassinat de Kirov, d'organisateur de groupes terroristes, d'espion allemand et de vendu à l'Italie. Le jugement des Izvestia n'est pas moins sévère pour le charmeur du président Herriot : « Un reptile rampant et vicieux, plein d'hypocrisie et cachant dans un sourire cajoleur ses dents venimeuses. » Ah ! le salaud !

Cette étonnante collection de bandits se parait d'un humoriste original : le directeur de la station radiophonique de Minsk. Son poste avait joué des fox-trot le jour anniversaire de la mort de Lénine, et il avait accompagné de marches funèbres les débats du procès de Radek !... Il est vrai que le chef suprême des ondes soviétiques avait lui-même « manqué de vigilance » et que le chef du Comité de la Radio Ukrainienne, Grekun, avait été déclaré sans ambages « un bandit Trotskyste », destitué et emprisonné comme ses collègues, les directeurs des postes de Kiev, de Kharkov et de Tschernigo.
Signalons à ce sujet, que le poison communiste est distillé quotidiennement par le poste de Moscou en langue française en deux émissions : une pour la France et une pour l'Indochine. Le pacte souffre tout.

Le Guépéou recruta, en 1930, deux cent mille agents supplémentaires : l'épuration du parti communiste prit des allures démesurées : entre les deux congrès de 1927 et de 1934, plus de quatre cent mille membres étaient exclus. La répression atteint son comble en 1937, en raison de la préparation dés élections générales qui ont dû être ajournées.

C'est Serebrianov, secrétaire du Comité central du parti communiste, qui fut condamné à mort en janvier pour haute trahison. C'est Gurevitch, directeur de l'Ecole Polytechnique qui est fusillé au mois d'avril pour malversations. Et c'est au tour du trop fameux pourvoyeur de supplice Yagoda, chef de la police nationale, de connaître les tortures asiatiques de la prison des Soviets. Yagoda, bras droit de Staline et exécuteur de ses basses oeuvres, était, depuis 1935, commissaire général à vie : le voici accusé de trahison, de vol et de débauche crapuleuse dans l'effroyable maison de la Lioubianka. Rosenholtz, ministre du Commerce, fut destitué pour incurie. Son collègue Lévitine, commissaire adjoint à l'industrie alimentaire, le suivit, en juin, dans la disgrâce, tandis qu'Ostrovsky vice commissaire à l'agriculture et

Comsa, chef du département politique étaient démasqués comme agents de la Gestapo hitlérienne.

Cette accusation hypothétique d'agent de l'Allemagne perdra par la suite les hauts fonctionnaires qui ont cessé de plaire à leur maître Staline : Gamarnik, commissaire adjoint à la défense nationale, Karakhan, ambassadeur des Soviets en Chine, Rosenberg, ambassadeur en Espagne, secrétaire général adjoint de la Société des Nations, ancien négociateur, à Paris, du pacte franco-soviétique, Kretinski, ambassadeur des Soviets à Berlin, vice commissaire aux Affaires étrangères et à la Justice, Pauker, chef de section au Guépéou, Guekker, chef des relations extérieures au ministère de la Guerre, Lobov, commissaire adjoint à l'industrie forestière, Eliava, commissaire adjoint à la métallurgie, Moukliéviteh, commissaire adjoint aux armements, Bykhovski, chef de section au Guépéou, Stern, directeur au ministère des Affaires étrangères, Neumann, chef du parti communiste allemand, Yakir, général d'armée, membre du Conseil Supérieur de la guerre, commandant la circonscription militaire de Petrograd (fusillé en juin avec les suivants) général Primakov, général Ouborevitch, membre du Conseil Supérieur de la guerre, commandant la circonscription militaire de la Russie Blanche, où il reçut nos généraux lors des grandes manoeuvres, Eldeman, directeur de la défense passive contre l'aviation et de l'Aviation Populaire, général Putna, attaché militaire à Londres, général Kork, gouverneur militaire de Moscou, maréchal Toukhatchevski, chef de l'Etat-major et généralissime, également fusillé en juin 1937, Roudzoutak, commissaire du peuple, ami personnel de Lénine, Boubnoff, commissaire de l'Instruction Publique, Ounchlicht, Commandant de la garde du Kremlin, chef adjoint du Guépéou, exécuteur de Kamenev, Zinoviev et consorts...

Cette année, dix présidents de conseil de commissaires du peuple et cinq Présidents de républiques fédérées ont été destitués. Les exécutions capitales selon la dernière statistique, s'élèvent pour un mois, du 4 août au 4 septembre 1937, à cent quatre-vingt trois !

« Malgré cela, écrit M. André Tardieu dans « Gringoire » nous sommes liés à Staline. Alliance donnant des garanties certaines ? Non : et M. Pierre Cot, ministre du Front Populaire, en a fait l'aveu à la tribune. Mais contrat politique, qui, même inopérant en cas de danger, a suffi à nous séparer de la Belgique, à exaspérer nos difficultés avec l'Allemagne et l'Italie et à inquiéter l'Angleterre.
« C'est au bénéfice de ce pacte que nous avons reçu en ami et allié le maréchal Toukhatchevski ; que nous lui avons montré nos plans d'industrie et de concentration ; que M. Pierre Cot lui avait promis les « bleus » de notre canon de 23.
« Et, dès lors, une question se pose que notre peuple n'a pas le droit d'esquiver.
« Première hypothèse, la cour martiale du Kremlin a bien jugé et Toukhatchevsky a trahi au profit de l'Allemagne ; et aussi Gamarnik ; et également tous les autres qui avaient mission de défendre la Russie contre l'Allemagne. Tous, comme dit la « Pravda », étaient des chiens, d'ignobles chiens. Mais alors, pour la sécurité française, que penser de l'homme et du régime qui, les ayant choisis, leur maintenaient leur confiance depuis quatorze ans ?
« Deuxième hypothèse : Toukhatchevski et ses co-inculpés sont innocents et n'ont été, dans la force de l'âge et de l'autorité, supprimés que pour des commodités de politique intérieure. Mais alors que penser d'un gouvernement qui inflige à ses armées un tel régime et fait d'elles l'enjeu des partis ? Comment oublier d'autre part, que toutes les défaites russes, celles de 1905 et celles de 1917 ont été préparées par des révolutions ? »

Dans « Le Temps », M. Joseph Barthélemy remarque :

« L'assassinat, plus ou moins entouré de quelques formalités procédurières, reste le moyen ordinaire de nos amis et alliés de Moscou... Si les faits sont vrais quelle confiance peut-on avoir dans cette armée ? S'ils sont faux, quelle confiance peut-on avoir dans ce régime ?

Même si l'on admet que le maréchal russe et ses compagnons aient été des traîtres, écrit M. Henri de Kérillis dans « L'Epoque »…
« Le seul fait qu'ils aient pu le devenir souligne l'état de déséquilibre moral, d'instabilité matérielle, de corruption et de pourriture auquel le régime soviétique aboutit. Après avoir massacré l'ancienne classe dirigeante, après avoir livré au prolétariat le pouvoir absolu et total d'un grand empire, la révolution, ivre de meurtre et de sang, dévore ses propres enfants. Et la « vieille garde » de Lénine est désormais toute entière couchée dans la tombe. »

Et Jacques Doriot conclut dans « La Liberté » :
« De deux choses l'une : ou Staline a raison de fusiller les traîtres, et nous ne pouvons pas rester les alliés d'une armée dont l'Etat-major est dans les mains de l'ennemi.
« Ou Staline a tort - comme je le crois - et nous ne pouvons rester les alliés d'un régime autophagique qui conduit l'U. R. S. S. à sa perte.
« Un Brest-Litovsk nous suffit. »

Ecoutons enfin M. Paul Faure, ministre d'Etat, et secrétaire général du parti socialiste S.F.I.O :
« Si le gouvernement Blum avait suivi les suggestions du parti communiste au moment où la guerre d'Espagne éclatait, la France se serait trouvée seule en face des peuples fascistes, n'ayant qu'une seule alliée : la Russie. Quel aurait été le rôle joué par l'armée russe, dont Staline vient de faire fusiller les meilleurs chefs pour complicité d'espionnage ? »

Ainsi tombe le plus fort argument des partisans de l'alliance militaire franco-russe. Il ne saurait plus être question d'accorder aveuglément sa confiance à une armée dont la tête est pourrie, à une armée dont les plans ont été livrés à ses ennemis éventuels par un Etat major de traîtres, enfin à cette armée rouge qui s'intitule « l'armée de la révolution mondiale » et dont les seuls titres de gloire sont l'imposition des Soviets en Mongolie, l'occupation de la Géorgie et l'expédition malheureuse en Pologne, en 1921.

L'armée rouge demeure l'instrument de la révolution mondiale et pour reprendre une expression de Staline, « elle est son détachement d'avant-garde ».
A son rendez-vous sanglant, la France n'ira point.

CHAPITRE V

LA FAILLITE DU MARXISME

L'incorporation du parti communiste français au Front Populaire l'a conduit sur le chemin des reniements, ou, si l'on veut, au carnaval de la démocratie, avec le masque de rechange. Le camarade Maurice Thorez s'écriait jadis : « Il faut savoir continuer une grève. » Et c'est monsieur Maurice Thorez qui recommande aujourd'hui à la classe ouvrière docile : « Il faut

savoir terminer une grève. » La tactique « classe contre classe » est devenue l'appel à « la réconciliation française ». La lutte contre « le poison de toutes les religions » s'est métamorphosée en main tendue à tous les catholiques de bonne volonté. La farouche indépendance électorale s'est accommodée de l'alliance avec la bourgeoisie radicale et avec le « social fascisme » de la l'Internationale. La négation de la défense nationale, l'objection de conscience, et le pacifisme internationaliste ont fait place à un chauvinisme effronté dressé en bataille contre l'Allemagne de Hitler, l'Italie de Mussolini et l'Espagne de Franco. Les « Gueules de vaches » sont devenues dignes du vote du budget de la guerre ; et ce sont les députés communistes qui l'ont fait augmenter !

On aurait le droit d'être surpris par un tel changement de tableau, si le parallélisme de la politique intérieure des Soviets ne faisait pas apparaître, en pleine clarté, la nouvelle tactique du maître et dictateur, insensible aux exigences de la doctrine, mais impitoyable dans l'exécution, par tous les moyens, de ses desseins révolutionnaires mondiaux.

Si l'on suit la courbe de nos rapports avec la Russie des Soviets, comment ne pas être frappé de la constance des efforts de la diplomatie russe dans sa recherche patiente de la reconnaissance, de l'amitié, de l'entente et de l'alliance française ? Staline a forgé, chaînon par chaînon, la chaîne d'accords qui nous lie à son lourd destin. D'abord, en 1917, c'est le blocus de la Russie qui se desserre peu à peu, puis c'est l'hostilité qui devient de l'indifférence. Après l'isolement se négocie, en 1924, la reconnaissance de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Après 1931, une politique d'amitié nouée par la signature du pacte de non-agression mène au rapprochement et aboutit, le 9 avril 1935, à la signature de l'accord franco-russe, ouvrant la voie diplomatique au pacte franco-soviétique de 1936 et au projet d'alliance militaire de 1937.
Cette alliance avec le pays dénoncé naguère comme « le chien de garde des impérialismes » commande actuellement, non seulement la politique extérieure, mais aussi la politique intérieure.

Ici se pose un cas de conscience pour les purs marxistes français. Ils ont accueilli le pacte franco-soviétique comme une promesse de réalisation prochaine de leur programme révolutionnaire ; mais cette promesse suppose l'édification de la Cité du Marxisme sur toute l'étendue de l'ancien empire des Tsars ; elle suppose le triomphe d'une humanité supérieure capable d'attirer, par la vertu de l'exemple, l'adhésion enthousiaste des travailleurs des cinq continents.

En un certain sens, les socialistes et les communistes français - ne parlons pas des stipendiés, mais des masses populaires - sont favorables au pacte, dans la mesure où ils apprécient le succès de leurs théories au pays des Soviets. C'est ce qui donne tant d'importance aux informations, aux reportages et aux documents qui viennent de la Russie rouge.

Si l'expérience Marxiste avait réussi, malgré ses détracteurs, de quel poids pèserait, dans la balance de notre jugement, les mille arguments qui s'opposent à notre enchaînement avec L'U. R. S. S. ? Du plan extérieur, nous serions refoulés sur le plan intérieur. Sur les ruines de nos notions bouleversées, l'avenir s'ouvrirait à la Révolution communiste.

Que disent donc les faits ? Quel démenti brutal jettent-ils à la face des rêveurs ? Est-ce la réalisation du Marxisme ? Ou bien est-ce son incontestable faillite ? A ces questions décisives, les résultats répondent.

Le régime soviétique a consacré la faillite du Marxisme, en rétablissant, sous un autre vocable, l'exploitation du prolétariat. Karl Marx décomposait la valeur d'une marchandise : 10 en capital constant, c'est-à-dire la valeur des matières premières et l'amortissement de l'outillage ; 20 en capital variable, c'est-à-dire la valeur des produits destinés à la consommation ; et 30 en plus-value, c'est-à-dire le revenu du propriétaire des moyens de production. Cette plus-value a une double fin : investie dans l'entreprise, elle sert à développer la production, mais elle profite à la classe capitaliste, et, en cela, elle est une spoliation pour la classe ouvrière : voilà pourquoi le régime Marxiste prétendait annuler cette plus-value et supprimer cette spoliation.

Il y a loin de la théorie à la pratique. Les économistes russes doivent constater « une accumulation socialiste de capital », qui est la réserve non répartie entre les ouvriers, c'est-à-dire la plus-value « bourgeoise ». Le prolétariat des soviets a seulement changé de patron ; et il n'en est pas moins exploité par l'Etat qui se sert de la plus-value pour ses investissements, pour l'entretien de sa bureaucratie et pour le paiement des arrérages de ses emprunts.
Sur ce point capital de la doctrine Marxiste, l'Union Soviétique n'a donc fait que renouveler et qu'aggraver l'exploitation de l'homme par l'homme, qu'elle visait à détruire.

Trotski, dans « La Révolution Trahie », estime à 400.000 âmes les milieux dirigeants des républiques soviétiques. Elles atteignent sans doute actuellement un demi million. Cette classe dirigeante s'appuie sur une gigantesque pyramide administrative de deux millions six cent mille fonctionnaires : comités exécutifs des régions, de villes et de rayons, du parti, des syndicats, des jeunesses communistes, des transports, de l'armée, de la flotte et de la police, plus les présidents des soviets des bourgs et des villages. Ajoutons-y 17.000 directeurs et directeurs adjoints des entreprises industrielles, 54.000 spécialistes et 196.000 administrateurs et contremaîtres et 233.000 fonctionnaires du parti, des syndicats et des entreprises ; soit dans toute l'économie soviétique 500.000 administrateurs, plus 10.000 dans le transport, un million dans l'agriculture et 350.000 dans le commerce, si l'on tient compte de deux cent mille coopératives et des 113.000 établissements commerciaux gérés par les fonctionnaires d'un monopole d'Etat.

La classe dirigeante improductive s'élève ainsi à cinq millions d'hommes, dont 1.500.000 membres du parti ou des jeunesses communistes. Ces chiffres signifient que 15% de la population jouissent d'autant de biens que les autres 85% : la voilà dans sa cotation brutale, l'exploitation du prolétariat sous le régime des soviets. Ces chiffres parlent assez fort pour réduire les mensonges des agitateurs communistes.

Retenez que le rouble vaut un franc ; et vous connaîtrez la profonde misère du manoeuvre, dont le salaire annuel oseille entre 1.200 et 1.500 roubles. Il marche en espadrilles, parce que les souliers coûtent 200 roubles. Il ne met pas de beurre dans ses épinards, parce que le beurre se paye 22 roubles le kg. A 10 roubles le litre de vin ordinaire, il doit se contenter d'eau et de pain noir pour un rouble...
La plupart des ouvriers logent en commun dans des bâtiments qui l'emportent beaucoup du taudis sur la caserne... Citons seulement cette description administrative : « Les ouvriers dorment sur le plancher, les bois de lits étant infestés de punaises, les chaises sont démolies... Les cabinets sont indescriptibles… »

L'exploitation de l'homme par l'homme prend une forme particulièrement odieuse dans l'agriculture, où la location monnayée des terres est interdite. On détourne la loi en lui

substituant la location payée en travail ; et ce sont les kolkhozes et les sovkhozes socialistes communistes qui imposent à leurs locataires paysans des conditions rappelant le servage antique. Jointe à l'inégalité de la nature, cette inégalité sociale aboutit à favoriser certains gros fermiers d'un revenu dix à quinze fois supérieur au salaire du travailleur moyen des kolkhozes.

On avait sans doute auparavant tenté la collectivisation de l'agriculture. On avait procédé à l'expropriation complète du matériel et à la socialisation des animaux. Mais la misère s'abattit comme un fléau sur la paysannerie avec un acharnement sans précédent : Trotski rappelle que des faits de cannibalisme se sont produits par deux fois dans certaines régions.

La récolte globale de céréales qui fut, en 1930, de 835 millions de quintaux tomba au-dessous de 700 millions. La production du sucre, plus atteinte encore, passa de 109 à 48millions de pouds. Le nombre des bêtes à cornes diminua de 30,7 millions à 19,5 ; les chevaux et les pores furent abattus dans la proportion de 55% et les moutons de 66%.

Quant aux pertes humaines, par suite de la famine et des épidémies, Trotski les chiffre par millions.
« La bureaucratie écrit-il, n'avait rien prévu. Le statut même des Kolkhozes, qui tentait de lier l'intérêt individuel du paysan à l'intérêt collectif, ne fut publié qu'après que les campagnes eurent été cruellement ravagées. »
« Un système monétaire désorganisé, la superposition des prix maximum fixés par l'Etat, des prix « conventionnels » et des prix du marché libre, le passage d'un simulacre de commerce entre l'Etat et les paysans à des impôts en céréales, viande et lait, la lutte à mort, les vols innombrables de l'avoir des kolkhozes et la dissimulation de ces vols ; la mobilisation purement du parti pour combattre le sabotage des koulaks après la « liquidation » des koulaks en tant que classe, en même temps le retour au système des cartes de vivres et aux rations de famine, le rétablissement enfin des passeports intérieurs, toutes ces mesures ramenaient dans le pays l'atmosphère de guerre civile depuis longtemps finie.
« Le ravitaillement des usines en matières premières empirait de trimestre en trimestre. Les intolérables conditions d'existence entraînaient la fluidité de la main-d'oeuvre, les manquements au travail, le travail négligé, le bris des machines, le pourcentage élevé des malfaçons, la mauvaise qualité des produits. Le rendement moyen du travail tomba en 1931 de 11, 11,7 %. D'après un aveu échappé à Molotov et reproduit par toute la presse soviétique, la production industrielle n'augmenta que de 8,5 % au lieu des 36 % prévus par le plan quinquennal »

Karl Marx considérait le salaire aux pièces comme « correspondant le mieux au mode capitaliste de la production ». Taylor l'avait complété d'un système proportionnel et souvent progressif de primes au rendement. Toutes ces méthodes capitalistes d'exploitation, nous les retrouvons au paradis industriel des Soviets dans des conditions aggravées et intolérables.
Sans influence sur la direction des usines, rivés à leurs machines, sans liberté de déplacement, sous la terreur de la police, et sous la contrainte de la gêne, les ouvriers soviétiques n'ont même pas la consolation socialiste de l'égalité des salaires. Certains gagnent à peine cent roubles par mois ; l'ouvrier spécialisé, trois cents ; le contremaître, quatre cents ; l'ingénieur, mille ; l'administrateur deux mille ; le directeur, trois mille roubles. Soit une différence de 1 à 30 dans l'échelle des salaires. Bien entendu - Propagande oblige - les journalistes atteignent une honorable mensualité de huit mille roubles...

Ainsi, en U. R. S. S. remarque M. Mossé, dans « L'Union Soviétique au carrefour » :
« Il y a des différences plus grandes que celles que nous voyons chez nous entre le cantonnier el le Président de la Cour de Cassation. »... « Dans l'Union Soviétique, le salaire n'est pas, comme ce devrait être le cas dans un véritable régime socialiste, l'attribution d'une part de revenu social à l'homme, mais le moyen de faire rendre le maximum à la machine humaine. »

Expérience combien décevante ! La recherche de l'égalité pendant le communisme de guerre et au début du premier plan quinquennal aboutit à une inégalité plus odieuse et à des différences sociales grandissantes.

Des ruines matérielles, des ruines morales, une collectivisation qui tourne à la catastrophe et un communisme qui échoue dans le caporalisme et le capitalisme dont il prétendait délivrer l'humanité : voilà le bilan de l'expérience Marxiste ; voilà sa faillite.
Ainsi s'efface l'argument politique doctrinal qui pouvait justifier aux yeux des socialistes sincères l'alliance franco-soviétique. Leur désillusion aurait pu être rachetée par quelque heureux résultat d'un système par ailleurs si condamnable. Hélas ! pour la Russie, il n'en est rien. L'aveu s'étale dans le plus grand journal des Soviets avec la « Pravda » ; c'est dans les « Izvestia » du 17 juin 1937 que nous lirons ces amères constatations :
« La contradiction entre les besoins de la population et leur satisfaction est grande et est encore aggravée par le mauvais travail du Commissariat de l'industrie, qui n'a pas exécuté le plan de production pour 1937, quoique les matières premières aient été suffisantes. L'industrie textile travaille également extraordinairement mal. Au mois de mai de cette année, elle a moins produit d'étoffe qu'en décembre de l'année passée. Insuffisant aussi le travail des fabriques de chaussures et des autres industries... Elles sont fondées, les plaintes sans nombre sur la mauvaise qualité des marchandises, leur couleur sombre et triste et leur malfaçon. Des accusations en masse s'élèvent contre la fabrique de bicyclettes de Charkow... etc... etc... »

Au cours du dernier exercice économique, 81 % des tracteurs agricoles durent subir des réparations capitales et leur entretien déficitaire coûte à l'Etat des milliards de roubles.
Un camion parcourt aux Etats-Unis 100.000 kilomètres ; il n'en parcourt que 20.000 en Russie. Le ravitaillement en essence est le plus défectueux du monde. « L'abandon de nos routes est extraordinaire, - publient les Izvestia, - on ne peut pas faire plus de dix kilomètres à l'heure sur la chaussée si importante Moscou-Iaroslavl. »
« Nous construisons mal et cher, l'ensemble des logements s'use et ne s'entretient pas, nous faisons peu de réparations et mal. »

De son côté la « Pravda » accuse :
« Le pourcentage déshonorant de l'industrie textile, son faible assortiment et ses basses qualités… La ferblanterie est gauchement travaillée ... Les meubles sont laids, mal cloués, bâclés ... On ne peut pas trouver de boutons passables... Les établissements de l'alimentation publique travaillent d'une façon absolument regrettable... »

D'après le directeur de la meilleure usine métallurgique russe, la production de la fonte et de l'acier par tête d'ouvrier est trois fois inférieure à la même moyenne aux Etats-Unis. Un ouvrier carrier produit dix fois moins ! La production de papier, qui est en Allemagne de quarante-huit kg par tête d'habitant n'atteint pas quatre kg en Russie Enfin, il n'y a pas même une chemise par tête d'habitant... En voilà suffisamment pour juger un régime.

Si la condition de l'homme y est véritablement digne de pitié, que dirons-nous de celle de la femme, que la révolution communiste devait libérer ? Ah ! elle est, certes, généreuse, la mère soviétique ! l Elle accorde à chaque nouveau-né un bon de quarante-cinq roubles pour l'achat des premières layettes, et, par la suite, pendant neuf mois, le prix de six litres de lait : dix roubles. Pour ces dix roubles, les téléphonistes du central de Moscou ont répondu à une enquête de la « Pravda » qu'elles ne voulaient pas faire d'enfants. La loi contre l'avortement est heureusement ou malheureusement (on ne sait plus, dans ces cas-là, où est le vrai devoir) est venue, dis-je, les rappeler à leur naturelle fonction.

Le socialisme défaillant ne se contente pas d'abandonner l'enfance et la femme à leur douloureux destin, il tolère encore la honte séculaire de la prostitution, bien qu'il ne puisse être question d'une survivance du passé dans le recrutement de ces jeunes femmes, dont beaucoup n'étaient pas nées en 1917. Un jour, nous dit la « Pravda », la police arrêta dans les rues de Moscou mille femmes se livrant au commerce secret de leur chair. Des prostituées professionnelles ? Non, pire : des ouvrières, 177, des employées, 92, des étudiantes, cinq, des travailleuses, dont le salaire de famine était incompatible avec leur coquetterie limitée à l'achat d'une robe ou d'une paire de chaussures... Si bien que l'on peut caractériser leur prostitution comme un sous-produit du soviétisme.
O socialisme ! dans quelles ruelles immondes as-tu mené le troupeau bêlant de tes adorateurs ! O Lénine, retraité derrière la « Nep », O Staline, abrité derrière tes Yagoda et tes généraux vendus, l'avez-vous voulu, cet enfer du prolétariat ? Qu'importe ! La doctrine vous a-t-elle écrasé ou avez- vous étranglé la doctrine : elle gît aux pieds d'argile de l'immense Russie. Grâce à vous, qui avez tenu, un cinquième de siècle, dans vos mains dictatoriales tous les leviers de commande de l'Etat le plus grand du monde, nous avons maintenant la confirmation de l'erreur Marxiste ; et nous savons pourquoi la doctrine communiste a fait faillite : c'est parce que, dans son arsenal matérialiste, elle avait négligé le facteur humain, comme un général qui compterait sur ses canons sans estimer ses soldats.

Staline peut nous offrir son communisme sans socialisme et ses armements sans âme : les français ne sont pas des Moujiks. L'indépendance de la France ne sera pas aliénée par la République des Soviets, qui lui a confisqué quinze milliards-or d'emprunts, (cent vingt cinq milliards de notre monnaie dépréciée) après l'avoir abandonnée en pleine guerre.

CHAPITRE VI

CEUX QUI EN REVIENNENT

Parmi les milliers et les milliers de témoignages probants sur la nouvelle vie russe, depuis l'avènement des Soviets, relisons ensemble les plus récents, les plus importants et les plus sincères. Evitons délibérément les rapports des adversaires du parti communiste, si exacts soient-ils ; et nous ne mériterons pas le reproche injuste de parti pris : nul plus que nous n'a cherché plus longtemps la vérité. La parole est aux meilleurs d'entre les esprits les plus sympathiques à la révolution russe, jadis enthousiasmés par elle, aujourd'hui par elle désabusés.

« Mea Culpa » ! confesse, dans son style châtié, Louis Ferdinand Céline, à son retour de Russie :
« Le programme du Communisme ? malgré des dénégations : entièrement matérialiste ! Revendications d'une brute à l'usage des brutes !... Bouffer ! Regardez la gueule du gros Marx, bouffi ! Et encore si ils bouffaient, mais c'est tout le contraire qui se passe ! Le peuple est Roi Le Roi la saute ! Il a tout ! Il manque de chemise !... Je parle de Russie... L'individualisme foncier même toute la farce, malgré tout, mine tout, corrompt tout. Un égoïsme rageur, fielleux, marmotteux, imbattable, imbibe, pénètre, corrompt déjà cette atroce misère, suinte à travers, la rend bien plus puante encore. Les individualismes en « botte », mais pas fondus...
« Le communisme matérialiste, c'est la matière avant tout et quand il s'agit de matière c'est jamais le meilleur qui triomphe, c'est toujours le plus cynique, le plus rusé, le plus brutal. Regardez donc dans cette U. R. S. S. comme le pèze s'est vite requinqué ! Comme l'argent a retrouvé tout de suite sa tyrannie ! et au cube encore !... Pourquoi le bel ingénieur, il gagne des 7.000 roubles par mois ?... La femme de ménage que cinquante ? Et les hôpitaux ?... Celui, le beau du Kremlin à part et les salles pour « l'Intourisme ». Les autres sont franchement sordides ! Ils ne vivent guère qu'au 1/10e d'un budget normal. Toute la Russie vit au dixième du budget normal, sauf Police, Propagande, Armée... Pourtant on l'enferme soigneusement, le nouvel élu de la société rénovée... Même à « Pierre et Paul » la prison fameuse, les séditieux d'autrefois n'étaient pas si bien gardés. Ils pouvaient penser ce qu'ils voulaient. Maintenant c'est fini totalement. Bien sûr plus question d'écrire ! Il est protégé, Prolovitch, on peut bien l'affirmer, comme personne, derrière cent mille fils barbelés, le choyé du nouveau système ! contre les impurs extérieurs et même contre les relents du monde décati.
« C'est lui qu'entretient, Prolovitch, la police (sur sa propre misère) la plus abondante, la plus soupçonneuse, la plus carne, la plus sadique de la planète. Ah ! on le laisse pas seul !
« La vigilance est impeccable ! On l'enlèvera pas, Prolovitch !... Il s'ennuie quand même !... Ça se voit bien ! Il s'en ferait crever de sortir ! De se transformer en « Ex-tourist » pour varier un peu ! Il reviendrait jamais. C'est un défi qu'on peut lancer aux Autorités soviétiques. Aucun danger qu'elles essayent ! On est bien tranquille ! Elles tenteront pas ! Il resterait plus là-bas personne ! »[4]

Retour de l'U. R. S. S., le grand écrivain de gauche André Gide témoigne : il a vu sur la Place Rouge un « tout venant douloureux, comprenant femmes, enfants surtout, vieillards parfois, presque tous mal vêtus et paraissant parfois très misérables. »
« ... Que font ces gens, devant ce magasin ? Ils font la queue, une queue qui s'étend jusqu'à la rue prochaine. Ils sont là, de deux à trois cents, très calmes, patients, qui attendent. Il est encore trop tôt, le magasin n'a pas ouvert ses portes. Trois quarts d'heure plus tard, je repasse : la même foule est encore là. Je m'étonne : que sert d'arriver à l'avance ? Qu'y gagne-t-on ?
« - Comment, ce qu'on y gagne ?... Les premiers sont les seuls servis.
« La qualité ? – A quoi bon s'il n'y a pas de concurrence » nous a-t-on dit. Et c'est ainsi que l'on s'explique trop aisément la mauvaise qualité de tout, en U. R. S. S., et l'absence, de goût du public... J'aurais voulu rapporter quelques « souvenirs » à des amis ; tout est affreux...
« Je reviens au peuple de Moscou. Ce qui frappe d'abord, c'est son extraordinaire indolence. Paresse serait sans doute trop dire... Mais le « stakhanovisme » a été merveilleusement inventé pour secouer le nonchaloir (on avait le knout autrefois)... On me présente un stakhanoviste, dont j'avais vu le portrait énorme affiché sur un mur. Il est parvenu, me dit-on,

[4] Louis-Ferdinand Céline : *Mea Culpa.* - Denoël et Steele.

à faire en cinq heures le travail de huit jours... Je me hasarde à demander si cela ne revient pas à dire que, d'abord, il mettait huit jours à faire le travail de cinq heures ? Mais ma question est assez mal prise et l'on préfère ne pas y répondre.
« Je me suis laissé raconter qu'une équipe de mineurs français, voyageant en U. R. S. S. et visitant une mine, a demandé par camaraderie, à relayer une équipe de mineurs soviétiques et qu'aussitôt sans autrement se fouler, sans s'en douter, ils ont fait du stakhanovisme.

« ... En U. R. S. S. il est admis d'avance et, une fois pour toutes, que, sur tout et n'importe quoi, il ne saurait y avoir plus d'une opinion. Du reste, les gens ont l'esprit ainsi façonné que ce conformisme leur devient facile, naturel, insensible, au point que je ne pense pas qu'il y entre de l'hypocrisie. Sont-ce vraiment ces gens-là qui ont fait la révolution ? Non ; ce sont ceux-là qui en profitent. Chaque matin, la « Pravda » leur enseigne ce qu'il sied de savoir, de penser, de croire. Et il ne fait pas bon sortir de là !
« ... En U. R. S. S., pour belle que puisse être une oeuvre, si elle n'est pas dans la ligne, elle est honnie. La beauté est considérée comme une valeur bourgeoise... Le secrétaire des J. C. dit à une conférence d'écrivains que « les indications du camarade Staline font la loi pour tous », et l'on applaudit, bien que certains aient au front le rouge de la honte. Et comme si l’on tenait à infliger à la littérature un suprême outrage, Staline, incapable de construire correctement une phrase en russe, est déclaré un des classiques du style. Ce byzantinisme et ce règne de la police ont quelque chose de profondément tragique en dépit de leurs aspects bouffons... Mais cette dépersonnalisation, à quoi tout, en U. R. S. S., semble tendre, peut-elle être considérée comme un progrès ? Pour ma part, je ne puis le croire.
...« Après tant de mois d’efforts, tant d’années, on était en droit de se demander : vont-ils enfin pouvoir relever un peu la tête ? Les fronts n'ont jamais été plus courbés. »

M. André Gide nous conduit dans l'hôtel Sinop, « très intelligemment aménagé » pour les touristes étrangers. A côté de l'hôtel, un sovkhoze a été créé en vue d'approvisionner celui-ci.
« Si l’on traverse un ruisseau qui délimite le sovkhoze, un alignement de taudis. On y loge à quatre, dans une pièce de deux mètres cinquante sur deux mètres, louée à raison de deux roubles par personne et par mois. Le repas au restaurant du sovkhoze coûte deux roubles, luxe que ne peuvent se permettre ceux dont le salaire n'est que de soixante quinze roubles par mois. Ils doivent se contenter, en plus du pain, d'un poisson sec.
« ... Avec la restauration de la famille (en tant que cellule sociale) de l'héritage et du legs, le goût du lucre, de la possession particulière, reprennent le pas sur le besoin de camaraderie, de partage et de vie commune. Non chez tous, sans doute ; mais chez beaucoup. Et l'on voit se reformer des couches de société sinon déjà des classes, une sorte d'aristocratie ; je ne parle pas ici de l'aristocratie du mérite et de la valeur personnelle, mais bien celle du bien penser, du conformisme, et qui, dans la génération suivante, deviendra celle de l'argent.
« ... Il n'y a plus de classes, en U. R. S. S., c'est entendu. Mais il y a des pauvres. Il y en a trop, beaucoup trop. J'espérais pourtant bien ne plus en voir, ou même plus exactement : c'est pour ne plus en voir que j'étais venu en U. R. S. S. Ajoutez que la philanthropie n'est plus de mise, ni plus la simple charité.
« ... La loi contre l'avortement a passé à la stupeur quasi-générale... Elle répond à de très déplorables abus. Mais que penser au point de vue marxiste, de celle, plus ancienne, contre les homosexuels ? assimilés à des contre-révolutionnaires ! »
« Les enfants abandonnés abondent : ce ne sont plus tout à fait les mêmes que dans les premiers temps. Ceux d'aujourd'hui, leurs parents vivent encore, peut-être ; ces enfants ont fui leur village natal, parfois par désir d'aventure ; plus souvent parce qu'ils n'imaginaient pas qu'on pût être, nulle part ailleurs, aussi misérable et affamé que chez eux. Certains ont moins

de dix ans. On les distingue à ceci qu'ils sont beaucoup plus vêtus (je n'ai pas dit mieux) que les autres enfants. Ceci s'explique : ils portent sur eux tout leur avoir... »[5]

Egalement revenu de Russie, où il a longuement vécu en partisan sous le régime communiste, M. Jean Fontenoy, conclut ainsi son *Ecole du renégat* :

« Parodie de l'intellectualisme, le marxisme broya les gentillesses, tua la maternité, les sentiments filiaux, les sentiments, les tendresses, les fois ; il démolit les contreforts de l'âme. Il tua tout ce qui ressemblait à du bonheur.
« Ensuite Staline dit : « Il y a maldonne. Repartons de zéro. » Comme chacun de nous, privé par la conscience maçonne, de ses Dieux et de ses raisons de vivre, s'il ne se tue pas, repart de zéro, ahanant.
« Ce crime contre l'homme, pire que le crime contre seize raisonneurs lâches et néfastes, nous ne pouvons pas le pardonner au marxisme. Ni son crime contre l'homme, à l'intelligence. »[6]

M. Jean Fontenoy est retourné au « pays des âmes mortes ». Il a visité la frontière :
« De voies ferrées? Sur les 1.500 kilomètres de frontière polono russe, il en reste deux.
« Et quelle surveillance s'y attache ! Les autres ? Mortes, comme on dit, là-bas. Rouillées. Les carottes sauvages et les coquelicots poussent sur le ballast.
« Pas une route. Pas un chemin. Pas un sentier.
« Le fameux cordon sanitaire de Clemenceau, ce sont les Soviets qui l'ont établi. Et comme la démarcation entre l'U. R. S. S. et les Etats voisins coupait en deux des nationalités minoritaires comme les Ruthènes, les Caréliens, les Ukrainiens, les Soviets ont pris une série de mesures très simples pour éviter qu'il n'y ait, par-dessus la frontière, des communications, des fuites, etc.
« La population frontière, ils l'ont transportée en Sibérie ou au Turkestan.
« Et, de l'intérieur, ils ont amené, importé des villages entiers, des villages vraiment russes qui n'aient rien de commun avec les gens d'en face.
« Ça a l'air d'une blague tragique ? C'est tragique, mais ça n'est pas une blague.
« J'en viens.
« N'importe quelle commission d'enquête en témoignerait.
« Le Kremlin a pris, en face de la Pologne, un demi million d'hommes par la peau du cou et les a posés ailleurs. A leur place, le Kremlin a installé des « fidèles ».
« Cela s'est fait grâce à une loi qui qualifie de zone interdite une bande de 60 à 100 kilomètres à partir de la frontière. Dans cette zone interdite, l'autorité militaire a tout pouvoir et en particulier celui de :
- déporter en masse la population,
- raser les villages et les forêts.
« Si bien que, face à la frontière, les villages ont disparus. Comme les chemins de fer, les villages sont morts. Pour créer une sorte de glacis favorable à la surveillance. Pour empêcher le Russe de l'intérieur de s'enfuir. »[7]

Dans son dur réquisitoire prononcé contre le régime communiste, dont il fut, aux côtés de Lénine et de Trotski, l'un des initiateurs intellectuels, Henri Guilbeaux, qui a passé vingt ans

[5] André Gide : *Retour de l'U. R. S. S.* - N. R. F. Gallimard.
[6] Jean Fontenoy : *L'Ecole du renégat*. - N. R. F. Gallimard.
[7] *L'émancipation nationale* du 17 septembre 1937.

de sa vie à militer au prix de plusieurs années de prison et d'une condamnation à mort, définit, dans *La fin des Soviets*, les sinistres pantins de la IIIe Internationale :
« On peut affirmer que les chefs communistes sont des analphabètes. Leur ignorance est proprement incroyable. Ils veulent éduquer, instruire les autres ! Dans tous les partis communistes, c'est exactement la même chose.
Lorsque la fameuse Pasionaria était de passage à Paris, en septembre dernier, elle confiait à un journaliste : « En 1917, je me suis inscrite au parti socialiste, et, en 1920, lorsque la scission s'est produite, j'ai suivi les extrémistes et adhéré à l'Internationale communiste. Je ne savais pas alors qui était Lénine, mais j'ai toujours voulu être avec "les plus rouges"...

« Voilà au moins un chef qui avoue, candide, sa complète ignorance ! Mais que dire de ces intellectuels qui, n'ayant jamais été mêlés aux masses, par vanité, ou dans l'espoir de quelque récompense, suivent les chefs communistes, dressent le poing, célèbrent Staline et jurent sur l'U. R. S. S.... Que dire des politiciens pantouflards, réactionnaires dans le sens littéral du mot, se cramponnant à une prétendue gauche, flattant bassement les masses pour s'en servir, admirant l'U.R.S.S. après l'avoir repoussée et injuriée, tout simplement parce que leurs amis politiques, les bonzes, qui ont été incapables de faire quelque chose de positif lorsqu'ils étaient au pouvoir, ont été impitoyablement chassés par le peuple allemand.
Mais que dire aussi des masses qui se laissent commander à l'assaut des moulins à vent du fascisme par des chefs dont toute la biographie tient dans ces mots : cynisme, trahison, profit... »

Trotski, dans son ouvrage déjà cité, montre la terreur rouge à l'oeuvre :
« Dans les prisons mêmes et les lieux de déportation, les opposants sont encore en butte aux perquisitions, au blocus postal, à la faim. Les femmes sont arrachées à leurs maris, afin de les briser tous deux et de les contraindre aux abjurations. L'abjuration, d'ailleurs, n'est pas le salut : au premier soupçon ou à la première dénonciation le repentir est doublement châtié. L'aide apportée aux déportés, même par leurs proches, est considérée comme un crime. L'entraide comme un complot.
« La grève de la faim est dans ces conditions le seul moyen de défense laissé aux persécutés. Le Guépéou y répond par l'alimentation forcée, à moins qu'il ne laisse à ses prisonniers la liberté de mourir. Des centaines de révolutionnaires russes et étrangers ont été au cours des dernières années poussés à des grèves de la faim mortelles, fusillés ou acculés au suicide. En douze ans, le gouvernement a plusieurs fois annoncé l'extirpation définitive de l'opposition. Mais au cours de "l'épuration" des derniers mois... des centaines de milliers de communistes ont de nouveau été exclus du parti... Les plus actifs ont été aussitôt arrêtés, jetés en prison ou envoyés dans les camps de concentration. Quant aux autres, Staline ordonna, par le truchement de la « Pravda », aux autorités locales, de ne point leur donner de travail. Dans un pays où l'Etat est le seul employeur, une mesure de ce genre équivaut à une condamnation à mourir de faim. L'ancien principe : « Qui ne travaille pas, ne mange pas » est remplacé par cet autre : « Qui ne se soumet pas, ne mange pas. »[8]

Victor Serge, qui a passé en U. R. S. S. par toutes les étapes de la répression, a étayé de preuves tragiques le rapport des tortures subies par cette masse de victimes et d'objecteurs, communistes de la première heure, compagnons de Lénine et de Trotzsky, réduits à invoquer contre la déchéance intérieure du régime les principes du socialisme...

[8] Léon Trotski : *La Révolution trahie* Grasset.

La Revue Universelle (janvier/février 1937) a publié la confession d'un syndicaliste hongrois, naturalisé Américain, Andrew Smith, un des anciens chefs du parti communiste aux Etats-Unis. Après un premier voyage officiel et - partant - triomphal « à la terre promise » où il séjourna dans les meilleurs hôtels, Smith décida d'émigrer en Russie. Le 14 février 1932, ses amis lui offrirent un banquet d'adieu, après l'avoir dépouillé de ses économies (plus de trois mille dollars) sous prétexte qu'il n'aurait besoin de rien au pays des travailleurs. Le 16 février, sa femme et lui s'embarquaient sur le Berengaria. Mais cette fois aucune réception ne l'accueillait sur le sol des Soviets.
« Nous ne vîmes que de pauvres paysans affamés, l'air épuisé, qui nous croisaient en nous lançant des regards sans bienveillance. Nous les abordâmes au cri de « Vive l'Union Soviétique ! Vive l'armée rouge ! » Mais ils passèrent sans répondre. Près de la gare étaient massés des groupes de femmes et d'enfants en guenilles. Nous les entendîmes murmurer : « Voilà encore des étrangers ! Ils ne mourront pas de faim comme nous ! »
« On se mit en hâte à la recherche du stolovaya (restaurant). Une odeur puante et fétide nous accueillit à l'entrée. Les tables étaient vides, leurs planches décolorées, délabrées, parsemées çà et là de débris de poisson pourri. Les servantes avaient des tabliers, jadis blancs sans doute, mais constellés de taches graisseuses et noires, et qui n'avaient sûrement pas vu l'eau depuis des mois. Sur le seul aspect de l'établissement, certains d'entre nous hésitaient à commander quelque chose, mais finalement ils se hasardèrent à demander le menu. On leur répondit qu'il n'y avait que de la ribnoy sup (soupe au poisson) pour le prix de 49 kopeks. Quand la soupe fut sur la table, nous nous regardâmes, ou plutôt tous les yeux se fixèrent sur moi. L'odeur qui sortait de cet effroyable brouet ne peut se définir. Il semblait qu'on eût bouilli les poissons entiers sans les vider. Les yeux et les têtes flottaient çà et là à la surface. La soupe avait exactement la couleur de l'eau de vaisselle. Quant aux légumes, ils brillaient par leur absence. La servante, ayant remarqué que nous étions des étrangers, nous gratifia - par faveur - d'un morceau de pain aigre et noir qui avait un goût de terre glaise.
« Ceux qui avaient commandé la soupe en prirent une gorgée et laissèrent le reste. Les autres renoncèrent à se faire servir autre chose.
« J'avoue que je mourais de honte. Ma femme se tourna vers moi et me dit :
« - Andrew, pourquoi ne manges-tu pas ? Tu es dans le paradis terrestre maintenant. Il faut que tu manges...
« Dans le train qui les conduit à Leningrad, des paysans aux yeux harassés et vêtus de loques expliquèrent qu'ils étaient des travailleurs employés dans les Kolkhozes (fermes collectives).
« Dans leurs paquets, ils cachaient des pomme~ de terre et d'autres légumes qu'ils avaient ramassés çà et là, à l'insu des fonctionnaires du gouvernement, et ils les emportaient à Leningrad pour les troquer contre du pain.
« - Vous voyez, nous dirent-ils, ils nous enlèvent tout, et nous manquons même du nécessaire. »

Il paraît impossible au voyageur qu'il y ait encore des domestiques et des maîtres, sous la dictature du prolétariat. Cependant, M. Roland Dorgelès, de l'Académie Goncourt, nous rapporte, dans *Candide*, que ces moeurs capitalistes sont rétablies depuis longtemps. « Avec la seule différence que les domestiques soviétiques sont payés cinq fois moins que ceux des pays bourgeois. Tous les gros fonctionnaires ont cuisinière et femme de, chambre ; sans parler du chauffeur. Et le moindre bureaucrate a sa bonne à tout faire. »

M. Dorgelès était tombé sur un garçon fort lent, qui n'en finissait pas : « Un jour que j'étais encore plus impatient ou plus pressé que de coutume, je m'énervais en lui désignant sur la

carte un potage que j'avais choisi, quand, sans répondre, il tira de sa poche un monocle et se pencha pour lire.
« Son geste avait été si naturel que j'en restai interdit, ma colère tombée. Pour la première fois, j'ai regardé attentivement cet inconnu, dont je n'avais jamais entendu la voix. Il était petit, fléchi sur les jambes, soufflé d'une mauvaise graisse qui lui faisait le teint blafard. Un peu plus de cinquante ans. Des cheveux taillés en brosse. Une cicatrice en travers du front. Mais rien ne se lisait sur ce morne visage. Seule une lueur étrange vacillait au fond de ses yeux.

« A dater de ce jour, je lui ai dit *monsieur* ».
…………………………………………………………………………………………………….

« On approche le Pape, le Mikado, le grand Lama. Mais pas le successeur de Pierre le Grand. Sa méfiance est si grande qu'on ne visite plus le Kremlin. Le vieux palais s'est transformé en forteresse... Il est indiscutable que depuis l'avènement de Staline, on assiste en U. R. S. S. à l'éclosion d'une caste privilégiée, composée de hauts fonctionnaires, de techniciens, de propagandistes, de gradés de l'armée rouge, qui se partagent cyniquement les postes et les profits ; comme toutes les familles du monde, celles-ci songent à l'avenir de leurs enfants et veulent leur faciliter l’accès des carrières lucratives. Par une pente naturelle, on en revient donc au favoritisme. Dans les examens, le « piston » sévit à tel point qu'il soulève la colère des étudiants, l'indignation des examinateurs.
« L'un de ceux-ci, le professeur Longine, algébriste illustre, membre de l'Académie des sciences de l’U. R. S. S., s'était plaint à différentes reprises d'avoir été mis en demeure de recevoir certains cancres recommandés. A chaque examen, il devenait plus rétif, et recalait des fils-à-camarade. Alors la « Pravda » déclencha contre lui une brusque campagne. Ne pouvant le chicaner sur la théorie des déterminantes, elle l'accusa de mettre ses connaissances mathématiques au service de l'étranger, ce qui n'avait aucun sens. On éplucha son passé politique, son attitude en 1905 et en 1917, et finalement le malheureux algébriste fut expulsé de l'Académie. Depuis, les cancres sont admis...
« L'art ? C'est l'art officiel dans toute sa bêtise. La dictature régit même les pinceaux. De tels procédés expliquent l'inimaginable pauvreté des expositions soviétiques. Quelques naïfs s'attendaient à découvrir des chefs d'oeuvre d'audace : ils tombent sur des chromos.

« La littérature, cela se conçoit, n'est pas mieux partagée. Au contraire. Pas une page, pas une ligne qui ne soit contrôlée par des fonctionnaires inflexibles. Non seulement il est interdit de traiter certains sujets, mais on oblige couramment des écrivains à consacrer une oeuvre au plan quinquennal, à la prolétarisation des campagnes ou aux chantiers du Guépéou, considérés comme entreprise de relèvement. Refuser, il n'en est pas question. Dans la même semaine, quand j'étais à Moscou, six jeunes gens disparurent de la Maison des Ecrivains du boulevard Tverskoï, entraînés en pleine nuit par la police et déportés sans jugement. On les accusait, de manque de zèle dans la lutte contre les menées antirévolutionnaires. Leurs camarades ont compris : ils ont redoublé de fanatisme et rayé jusqu'au nom de Trotski de leurs récits de la guerre civile. C'est ainsi que l'Union Soviétique comprend la liberté d'écrire...
« Au théâtre, cette servitude prend une ampleur comique. La censure politique se double en effet du contrôle des masses... Si un théâtre cesse de plaire, c'est tout simple : on le ferme. Mangera qui pourra... »

Ne quittons pas le théâtre sans relire cette belle page de M. Roger Vercel, dans sa Croisière Blanche, publiée par Gringoire : Nous sommes au Spitzberg, à Barents Berg. Le rideau se lève sur la scène du théâtre :

« Dans un médaillon carré, et exactement nez à nez, Lénine et Staline s'opposent au fronton de la scène, une tête en triangle, une autre en boule... Aux murs, les vingt-six photographies des membres du Soviet local, nez plats, des mentons aigus de Mongols, car on envoie ici, de préférence, des « volontaires » des confins sibériens, mieux adaptés aux effrayantes températures de l'hiver. Mais ce qui, par-dessus tout, tire l'oeil, ce sont, en dimensions d'affiche, les portraits de Vorochilov, de Boudienny, l'ancien sous-officier de cosaques, chef de la cavalerie, et des gravures de tanks et des défilés de troupes, des cosaques noirs au galop, des gueules d'obusiers grandeur nature, des fusils brandis par des mains énormes, des pullulements d'avions que saluent, têtes et poings levés, des foules hurlantes. Ces images de la propagande militaire rouge qui installent ainsi la hantise de la guerre à la limite même du monde habitable, prennent, du lieu et de l'heure, un inquiétant relief. Ainsi, ceux qui vivent ici ne retrouvent, au sortir de la mine, des longues heures d'obscurité opaque, que l'image et l'appétit des massacres. La mystique rouge du travail forcé et de la guerre sainte prend ici, dans ce désert polaire, sous la lumière froide de minuit, tout son sens d'implacable inhumanité.

« Sur la scène, on repousse le piano, on apporte une table nue, une chaise, un tableau noir. Pour ce soir, ce sera une conférence, la troisième d'une belle série : « Le mineur rouge à la guerre : le bourrage d'un fourneau de mine.... »

« J'ai vu naître, il y a dix-huit ans, le bolchevisme chez lui ; j'ai vu l'Ukraine et la Bessarabie en feu, les assauts à l'aube ; des cadavres descendre le Dniestr et les fusillades dans les rues. Je ne sais pas s'il ne m'a pas paru plus effrayant, plus affreusement désespéré dans cette colonie boréale où il tient mille hommes courbés dans la glace et la nuit, pour ne leur permettre de relever le front que sous l'image des canons. »

CHAPITRE VI

QUAND STALINE GOUVERNE...

Le pacte franco-soviétique a été l'objet d'un débat passionné, le 20 février 1936, à la Chambre des députés. Il appartenait à l'ancien chef communiste Jacques Doriot de donner son opinion, si importante dans cette question, dont il connaissait tous les aspects. Cette opinion objective, la voici :

« La nature des deux Etats signataires est tellement différente qu'il m'est impossible, parce que je crois bien connaître l'un et l'autre, de croire à sa durée, à son efficacité et à sa sincérité. »

De la France, nous pouvons dire simplement à la face du monde, que personne, sous aucun climat, ne redoute une arrière-pensée agressive. Ses ennemis comme ses amis reconnaissent que la paix a besoin de la France, et d'une France forte, indépendante, maîtresse de ses destinées. C'est sa faiblesse, qui pourrait inquiéter l’Europe ; c'est sa compromission avec les Soviets qui la met en garde.

Pourquoi donc tant d'émotion devant l'alliance franco-russe ? Pourquoi nos alliés d'hier se montrent-ils effarouchés ? Pourquoi la glorieuse Belgique dénonce-t-elle ses accords avec notre pays au lendemain de la signature du pacte franco-soviétique ? Pourquoi la vaillante Yougoslavie préfère-t-elle soudain s'allier avec l'Italie ombrageuse ? Pourquoi la Roumanie, si profondément latine et française de culture, s'écarte-t-elle à son tour de notre voie diplomatique pour s'allier à la Pologne ? Pourquoi la Pologne, enfin, cherche-t-elle son salut dans des amitiés de rechange ?

La réponse commune à toutes ces questions angoissantes, auxquelles est suspendue la paix du monde, nous la trouverons dans la nature des Soviets, dans le danger permanent qu'ils font courir aux nations civilisées, dans la métropole, comme dans notre empire colonial, où les agents de Moscou sèment la révolte des indigènes.

Les Soviets ont trouvé, dans la personne de leur chef, l'image réelle de leurs passions haineuses et de leur soif de pouvoir et de terreur. Dschugaschwili, en Géorgien natif, Staline, en Russe adoptif, c'est-à-dire : l'homme d'acier, incarne, en effet, le régime féroce, dont il est le Tsar rouge.
Ce dictateur commande un peuple de cent soixante-dix millions d'âmes sur un territoire de vingt et un millions de kilomètres carrés. Il n'est pourtant pas le chef de l'Etat. C'est M. Kalinine, président des Républiques socialistes soviétiques russes, qui signe ses ordres. Staline se moque des titres officiels : il n'est rien dans l'Etat, et il est tout. Son pouvoir absolu, il ne le tient que de lui-même. Sa fonction de « Secrétaire général du Parti communiste », n'existait pas avant lui. Staline est l'homme de ses oeuvres. Mais de quelles oeuvres !...

Il est de taille moyenne, de robuste constitution et d'une démarche lente et traînante. Sous sa chevelure noire et drue, son visage est à la fois bouffi et ravagé, au menton proéminent, sous une large mâchoire, surplombée d'une forte moustache. Ses yeux jaunes et terriblement expressifs révèlent la brutalité foncière de l'homme, une brutalité intérieure et camouflée, qui ne s'extériorise qu'à son heure, longuement méditée, patiemment choisie, tel un fauve guettant sa proie. Mauvais orateur, au timbre uniforme et languissant, écrivain médiocre et sans culture, mais exactement conscient de ses faiblesses, Staline est un silencieux qui écoute, se souvient (sa mémoire est fabuleuse) et agit. C'est avant tout un homme de main, dont le nom est conforme au programme.

Vêtu d'un ample manteau militaire couvrant à demi ses bottes non cirées, Staline dédaigne, le luxe de ses collaborateurs et vit en misanthrope dans une mansarde du Kremlin, aux côtés de sa troisième femme. S'il se déplace, c'est pour soigner ses rhumatismes en Géorgie, où il vit le jour, il y a cinquante-neuf ans.
Sa ville natale, Gorki, compte une quinzaine de mille d'habitants. Son père, qui était cordonnier, l'avait destiné au séminaire. Une enfance cependant malheureuse, sous les coups d'un père ivrogne, avait imprimé à Staline un caractère égoïste, brutal et rebelle. Jeté à la porte du séminaire, le jeune Géorgien, nationaliste et révolutionnaire, entraîna une bande d'énergumènes à un certain nombre de « reprises individuelles ». Parmi les plus célèbres, il faut signaler, en 1905, l'enlèvement de la jolie fille d'un prince géorgien, âgée de dix-huit ans. Ce qu'il advint de la jeune princesse indigna toute la population du pays. Les ravisseurs ne s'étaient pas contentés d'abuser odieusement de leur frêle victime : ils l'avaient ensuite torturée jusqu'à la mort.

Quant à Staline, il lâcha ses compagnons à leurs juges. Un peu plus tard, il trahira ses camarades de lutte, en livrant à la police tsariste l'imprimerie secrète des révolutionnaires Menschewiki : ceux-là n'ayant pas voulu suivre ses directives.
Ces deux traits de sa jeunesse permettent de comprendre l'attitude présente de dictateur vis-à-vis de ses collaborateurs, de ses fonctionnaires, et de ses compagnons comme de ses ennemis. Chez lui, tous les moyens sont bons. Sa conscience éteinte ne s'embarrasse pas des scrupules des honnêtes gens. La trahison comme le crime sert de marchepied aux tyrans.

Je le demande aux esprits libres : sont-ce là des titres à la confiance des Français ? Or, le pacte est l'expression de cette confiance mutuelle. Si vous n'avez pas confiance, soyez logiques avec vous-mêmes et repoussez le pacte auquel notre sort est malheureusement attaché.
La duplicité de Staline n'est pas un gage de sa sincérité. Qu'il ait traqué ses adversaires, qu'il les ait torturés avec toutes les raffinements cruels de l'Asie, avant de les anéantir ; nous lui abandonnons le jugement sur lui-même. Mais il nous appartient de noter la manière dont le Maître de la IIIe Internationale traite ses propres amis, selon les fluctuations de sa tactique politique.

A la liste interminable des exécutions capitales s'ajoute la liste noire des bannis, des exilés et des emprisonnés. Qui dira leur crime ? Celui d'avoir cru à leur maître et d'être demeurés fidèles à des idées qui ne servaient plus son ambition toute-puissante. Ce n'est pas défendre la sinistre phalange des Yagoda et consorts que de dénoncer leur bourreau, qui n'a plus besoin de leur servilité.
Lisez la liste des prisonniers : Bucharin, rédacteur en chef des « lzvestia » ; Rajewski, rédacteur en chef du « Journal de Moscou » ; Beloborodow, meurtrier du Tsar ; Bronstein, neveu de Trotski ; Serge Sedow, fils du créateur de l'armée rouge ; Lominadse, membre du présidium du Kominterm ; Tschlerow, jurisconsulte de l'ambassade des Soviets à Paris ; Ljadow, directeur du « Petit Théâtre » ; Marjassin, président de la Banque d'Etat ; Rakowski, ancien ambassadeur à Londres ; Semaschko, ancien commissaire du peuple pour la santé publique ; Prokofiev, vice commissaire du peuple aux Affaires intérieures ; Paschzlaris, vice commissaire à la Justice ; Kozjubinski, président des Soviets de l'Ukraine ; Aurkus, vice-directeur de la Banque d'Etat; Gleserow, vice commissaire de la Justice en Russie Blanche ; Tschislow, Stawkow, Nukujewski, Budin, Fedin, et Kuzmin, membres du Conseil des syndicats de l'U. R. S. S., etc.

La sollicitude stalinienne, dans son amicale répression, s'étend aux chefs des partis communistes étrangers, qui ont accepté l'invitation d'un séjour au paradis des Soviets.
Citons parmi les plus connus : Eberlein, Max Neumann, Karolà Hegger, Strahler, Rocher, Tschessoni, Remmele, Ferezesch, Kossak, Arenstein, Bratos, Steni-Domski, Pastamahas, Friedland (écrivain) Awerbach (idem), Dubinia (idem), Gajduk, rédacteur de la maison d'édition de l'Etat russe blanc, Gulajan, membre du Conseil des Soviets d'Arménie, Beridse, président du Soviet des Commissaires du peuple de Géorgie, et les chefs du parti communiste géorgien : Bersenischili, Tschichladse, Chachanow, Marschanla, Sarkissow, Kadeljaki, Gaswiani, Tumanow, Akirtawa, Dzigraschwili, Kazarow, Anajin, Mudryi, Zifferowitch, chef de section à l'éducation du peuple de l'Etat de la Volga, Mielik, Jegazawan, commissaire du peuple pour l'éducation en Arménie, Nemkowski, chef des Jeunesses léninistes, etc.

Les prisons sont pleines. Elles sont centuplées par les camps de concentration, qui se répartissent « dans toutes les Russies » ; à Solovkij, où l'on travaille le bois, au camp du canal de la mer blanche, au camp du Nord, avec ses scieries, à Svyrsk, à la fabrique d'aluminium de

Wolchow, au camp de Dimitrov, où l'on creuse le canal de la Moskova à la Volga, au port de Sornovo, au chemin de fer de Kotlass, aux mines et aux industries chimiques de Wischera, aux mines de Kungul, au camp des céréales du Caucase du Nord, à la pêche d'Astrakhan, à la fabrique de conserve de Kazakhstan, à la fabrique textile de Tchardjoou et à celle de Tachkent, aux camps charbonniers et minéraux de Sibérie, aux mines de plomb de Novaja Semlja, au port d'Igorka, aux scieries de Narim et aux mines d'or de Lena, du Yénissei, de l'Amour et de l'Oural. Ces mines d'or et celles de l'Aldi et du Kazakhstan sont d'une richesse telle que la Russie est passée au second rang dans la production mondiale de l'or.

Cet or, qui pourrait honnêtement rembourser nos emprunts russes, et qui, par une ironie de la nature, abonde au pays du marxisme ; cet or maudit, qui est à la base de l'économie capitaliste, est extrait par les victimes des Soviets pour servir leur propagande anticapitaliste à l'étranger...

En instituant ces camps de travaux forcés, le gouvernement des Soviets poursuivait trois buts : 1e se débarrasser des éléments indésirables ; 2e exploiter leurs puissance de travail ; 3e faire un exemple, dont l'effroi en imposerait aux mécontents.
Grâce au labeur quasi-gratuit des bannis, un dumping sans précédent permet à la Russie de fournir au marché mondial du bois à un bas prix sans concurrence possible.

Dans cet intérêt, pour remplir les camps de travaux forcés, la police tient ouverte une véritable chasse à l'homme. Les *Izvestia* du 22 septembre 1935 rapportaient que, dans la ville de Tscheljabinsk, au cours des trois dernières semaines, cinquante-sept personnes avaient été arrêtées sans motif ; cinquante autres arrestations ne furent motivées qu'après coup, comme « dangereux éléments sociaux ». Pour être banni et déporté dans un camp, il suffit d'être accusé de manquer à la discipline du parti, ou d'en être exclu, de correspondre avec des parents vivant à l'étranger, d'appartenir à une église ou à une organisation religieuse ou bien encore d'être libre penseur, car si les Français ont fait la Révolution pour aspirer à plus de liberté, les Russes bolcheviks l'ont tuée.

Un travail inhumain, des épidémies implacables, un froid glacial et une alimentation insuffisante arrivent rapidement à bout des forces humaines : ils éclaircissent les rangs des bannis, sans cesse renforcés. Leur nombre constant est évalué à six millions d'hommes, de femmes et d'enfants. D'après la « Gazette de Lausanne », rien qu'à Leningrad, dans le premier trimestre de 1935, vingt mille familles furent déportées aux camps de travaux forcés. D'après le Comité pour l'Ingermanland, dix huit mille Finlandais furent dispersés dans tout le territoire jusqu'en 1921. Dans les mois d'avril-mai 1935, dix mille Finlandais furent déportés dans le Turkestan. Ils devaient signer un « engagement volontaire » : en cas de refus, ils seraient expédiés en Sibérie. La *Pravda* du 4 octobre 1935 nous révèle comment l'Etat soviétique éduque l'enfance abandonnée ; « deux mille enfants sans logis ont été bannis à Nadwoizk, où ils seront hébergés au camp du Guépéou ». Quatre mille autres enfants sont enfermés au camp « des sans-patries », à soixante kilomètres au nord de Karhumaki. La « Commune bolchevique » (bolschevskaja kommuna) a été fondée par le Guépéou pour recueillir les mineurs criminels.

Les déportés sont de deux sortes : les bannis par mesure administrative et les condamnés au camp de concentration.
Les premiers jouissent d'une liberté relative, travaillent pour vivre et sont seulement soumis au contrôle du Guépéou.

Les autres, prisonniers dans leur camp, sont aux travaux forcés. Les éléments criminels « sûrs » sont encasernés et constituent la garde armée. Les travailleurs sont groupés en brigades de 25 à 60 hommes, commandées par des brigadiers. Les brigadiers principaux (starschi brigadir), formés par un « Institut » spécial, ont chacun trois brigades sous leurs ordres. Ces chefs touchent de 30 à 60 roubles par mois et sont correctement vêtus.

La publication officielle des Soviets : « Le Canal de la Mer Blanche Staline » (Moscou, 1934) expose les difficultés inouïes rencontrées par les pionniers des camps de travaux forcés. La voie d'eau devait avoir une longueur de 227 kilomètres, coupée par dix-neuf écluses. Il fallait remuer vingt et un millions de mètres cubes de terre.
Le chef de l'exploitation, Davidsohn Berinann, tchékiste redouté, décoré de l'ordre du Drapeau Rouge, était assisté notamment par Abraham Isaacsohn Rottenberg, depuis longtemps recherché par toutes les polices du monde comme un bandit dangereux, escroc, cambrioleur et assassin.

Parmi les membres de la direction de l'entreprise, citons également les principaux chefs du Guépéou : Jagoda, Lazarus Josephsohn Kohn, dit Kogan, chef de la construction, Simon Grigoriewitsch Firin, chef des camps, Jakob Davidsohn Rappoport, sous-chef de l'administration, Naftalij Aronsohn Frenkel, chef des travailleurs, Davidsohn Afanasiew, chef ingénieur, Samuel Kwasnizkij, « éducateur politique », Brodski, commandant des troupes de la garde, Angert, chef de la section financière, etc.

Il ne faut pas être surpris, en lisant ces pages, de ne rencontrer que par exception des noms russes ; si la plupart des chefs communistes sont juifs, c'est que la direction du parti communiste comprend à peine 5 % de Russes et 95 % de juifs plus ou moins acclimatés. Il n'en faudrait cependant pas conclure que la proportion des juifs en Russie soit aussi écrasante ; au contraire, elle est une des plus faibles du monde ; et c'est un phénomène paradoxal de voir Israël gouverner un peuple aussi nombreux.
Karl Marx, il est vrai, était aussi un juif sous le régime de sa doctrine et de ses adeptes de la juiverie internationale, triomphante sous le nom des Soviets, des millions d'hommes ont enduré les pires souffrances et des millions d'hommes sont morts aux travaux forcés, quand ils n'ont pas été abattus comme des chiens, d'une balle dans la nuque.

Constatons enfin que pour la défense de ce régime effroyable et pour sa propagande intérieure et extérieure, presque seuls des juifs sont commis : Thal, chef du bureau de la presse du Comité central du parti communiste russe ; Menkès, des *Izvestia*, rapporteur de la politique étrangère ; Mechlis, directeur de la *Pravda*, rapporteur de la politique intérieure ; les journalistes : Rosenblatt, Ehrenburg, Jerusalemski, Fischbutter, Segalowiteh, Kolzow-Friedland, Borodin-Mandelstamm, Kassil, Jesimow-Friedland, Altmann, Elwin, Joelsohn, Mendelsohn, Maisel, Amor, Kuschner, Liebermann, Rosenfeld, Perelstein, Fejgin, Kantorowitch, Mingulin, Lewin, Diamantstein, Bârmann, Grinwald, Mejersohn, etc.; les correspondants à l'étranger : Gelfand de l'agence Tass, à Genève ; Jeruchimowitch, de la *Pravda*, à Londres ; Nilvir, des *Izvestia*, à Genève ; Jenkins, des *Izvestia*, à Londres ; Olgin, de la *Pravda*, à Washington ; Oliver, de la *Pravda*, à Valence ; Karmen, des *Izvestia*, à Madrid ; Olger, de la *Komsomolskaja Pravda*, à Londres, etc.

La presse russe a fait place à une presse entièrement juive : les deux derniers communistes russes : Bucharin, directeur des *Izvestia*, et Rajewski, directeur du journal de Moscou, ont été destitués et jetés dans un cachot.

Ainsi s'est réalisée la prédiction du célèbre premier ministre de la reine Victoria, le juif Disraeli, qui écrivait dans sa « Vie de lord Georges Bentnick » (chapitre 24) :
« L'abrogation de la propriété est proclamée par les Sociétés secrètes que forment les gouvernements provisoires, et des hommes de race juive se trouvent à la tête de chacune d'elles. Le peuple de Dieu collabore avec les athées, les plus habiles accumulateurs de richesse s'allient aux communistes, la race élue touche la main des plus basses castes de l'Europe. »

La presse communiste française est également entre les mains des juifs : Gayman, à *l'Humanité*, membre du Comité central du parti communiste ; Kalmanovitch, dit docteur Coron, à l'*Humanité*, ainsi que Rappoport, le professeur Cohen, Lévy, Wallon, administrateur et Mme Cachin, épouse du sénateur communiste, directeur de l'*Humanité*, Socia, Abraham, Benda, Viollis, Bloch, Lévy, Wurmser, à *Vendredi* ; Nizan et Mossé, à *Regards* ; Friedman et Jean-Richard Bloch, à la *Russie d'Aujourd'hui*, etc.

Cette liste, purement communiste, pourrait être allongée de quelques noms qui craignent la publicité. Contentons-nous de citer M. Jacques Doriot, dans l'*Emancipation Nationale* :
« L'affaire des fausses nouvelles marocaines vient à peine de montrer quel péril certains agents de l'étranger font courir à la patrie et à la paix, qu'une lourde menace pèse sur la presse. Je ne parle pas de l'action de ces journalistes vénaux, parfaitement connus et isolés - ils sont cinq, dit-on, comme les cinq doigts d'une même, main, dont les initiés déchiffrent aisément les lignes - et parfaitement méprisés par tous les journalistes. Non, il s'agit de l'envahissement de certains journaux par des agents soviétiques déterminés poursuivant le dessein d'empoisonner l'opinion française. Des journaux changent de commanditaires, des commandités changent de bailleurs de fonds, des bailleurs de fonds changent d'hommes de confiance. Cela ne va pas tout seul et l'on entend dans certaines volières un grand ramage de faisans, et dans certaines bergeries un grand bêlement de moutons. »[9]

C'est par ces méthodes que Staline poursuit silencieusement en Occident son travail de sape, qui s'est transformé, en Espagne, en guerre civile. A la tète de la Brigade internationale, dont on connaît les crimes sadiques, se trouve l'assassin (avec Jurowski) de la famille impériale russe, le général Kléber, qui est un juif hongrois du nom de Lazard Fekete (noir), ancien exécuteur des basses oeuvres du terroriste Béla Kuhn (juif Kohn).
L'organisateur des « meurtres motorisés » de Madrid, chef des recherches et du peloton d'exécution était le juif A. Wronski, agent du Guépéou. Le front rouge était surveillé par le juif Artadel, délégué de la Tcheka de Leningrad. Le représentant de la propagande des Soviets était le juif Ilia Ehrenburg, le consul général à Barcelone Antonow-Owsejenko et l'ambassadeur Moses Rosenberg. Les informations de Radio-Barcelone, contrôlées par Ginsburg-Friedlânder et dirigées par Jaime Miratvilles, chef de la station du Kominterm, sont transmises au microphone par trois hommes et quatre femmes. Avec les rédacteurs Stillermann, Patzis, et Primakoff, cela fait une douzaine de juifs soviétiques. On se croirait en Russie.

Mais l'Espagne ne nous fait pas oublier la France et le péril communiste qui plane sur elle. L'ennemi de l'extérieur peut être plus visible ; l'ennemi de l'intérieur, qui s'infiltre partout, n'en est pas moins à combattre, si nous voulons sauver la civilisation.

---

[9] Les « moutons », en argot de police, se transforment aisément en agents provocateurs. Ils sont ainsi reconnaissables.

Quand Staline gouverne, la Russie n'est pas seule livrée aux excès de sa politique barbare ; grâce à ses agents, à ses sbires et à ses esclaves, les vendus et les traîtres, les Duclos et les Marty, la France est empoisonnée par le virus bolchevik ; elle est désarmée, dans sa légitime défense, par le pacte franco-soviétique et, par la seule vertu de ce pacte insensé, les électeurs impressionnés accordent de plus en plus leurs suffrages aux candidats de Moscou.

Veut-on des chiffres ? A Perpignan, les communistes passent de 680 en 1935 à 2.486 en 1937, au premier tour, et à 5.250 au second ; à Paris, au Quartier de la Gare, ils gagnent plus de mille voix (5.900 contre 4.889), à la Porte Saint-Martin, ils doublent leurs effectifs ; enfin, dans l'ensemble du pays, leurs gains atteignent une moyenne de 25 %. C'est la moisson du pacte. C'est aussi la promesse de lendemains sanglants.

Leroux nous a prévenu dans le *Populaire* du 18 juillet 1937 : « L'Espagne n'est que le commencement d'une expérience. » Le même jour, Dimitrov écrivait dans l'*Humanité* : « Le prolétariat mondial doit remplir jusqu'au bout son devoir envers son glorieux détachement espagnol. » Retenez cet appel direct à la guerre et cet aveu formel que la République espagnole est une dépendance de la Russie des Soviets.

Il est temps de mettre la France en garde contre ses mauvais bergers : la défense, sociale suppose un gouvernement qui soit libre et qui soit fort : où prendrait-il sa liberté s'il se sent lié, par un traité, aux Soviets qui le menacent ? Où puiserait-il sa force, si sa majorité n'existe que par l'appoint des communistes ? Comme le remarque justement M. Charles Maurras, dans l'Action Française du 18 juillet, « les treize mois d'agitation sociale, les treize mois de la crise économique et financière que nous venons de vivre s'expliquent, dans un grand nombre de cas, par les égards singuliers et, d'ailleurs, réguliers, dont le communisme, allié nécessaire, n'a cessé de bénéficier ».

Voilà où nous a conduit la politique de la pactomanie : dans une impasse où le gouvernement de la République n'a plus les mains libres.
Pour en sortir, il faut en finir avec le pacte et, comme l'écrit M. André Tardieu, dans Gringoire, il faut rompre « avec un régime intellectuel et moral, qui est responsable du reste et qui, sous le couvert de la science et du progrès, s'est borné, depuis cinquante ans, à substituer l'impératif de la convoitise individuelle à la notion du devoir civique. »
Il n'y a pas, à l'heure présente, de mission plus belle, que d'arracher, au triste sort qui les attend, les braves gens de chez nous qu'une propagande infâme essaie de transformer en esclaves de Staline. Assez de crédules ! Assez de victimes !

On connaît, entre des milliers, ce fait divers lamentable, dont un marin du port de Brest, Jean Verveur, fut le héros malheureux. Ayant amassé, sou par sou, une dizaine de mille francs, qu'il réservait à l'adoucissement de ses vieux jours, ce matelot céda un jour aux sollicitations pressantes des rabatteurs de l'*Humanité* ; il déposa sa petite fortune à la *Banque Ouvrière et Paysanne*, qui ne manqua pas de faire faillite ; et Jean Verveur, prolétarisé pour de bon et révolté avec motif, voulut rendre responsable de cette filouterie communiste les deux têtes de file : MM. Marcel Cachin et Vaillant-Couturier.
Mal lui en prit. On ne menace pas en vain nos Honorables. Le 24 janvier 1936, les portes de la prison seraient demeurées fermées sur lui, si un juge d'instruction éclairé ne l'avait pas remis à l'examen d'un médecin aliéniste : le fait d'avoir confié ses économies à la *Banque Ouvrière et Paysanne* ne constituait-il pas déjà un acte de démence caractérisé ?

Pauvre Jean Verveur ! Les communistes l'avaient rendu fou ! Ils en ont, certes, tué d'autres, de la rue Damrémont à l'émeute de Clichy ; mais ils ont commis de plus grands forfaits, celui, par exemple, de détourner des mineurs pour en faire les mercenaires d'une guerre civile étrangère. L'Espagne, en les voyant si jeunes, en a frémi d'horreur et de pitié. Non ! ce n'est pas la France qui les poussait sur le charnier. C'était vous, agents recruteurs de Staline ; c'était vous, les misérables !

CHAPITRE VIII

LE SALUT NATIONAL ET SOCIAL

En 1893, en plein développement industriel, et au tournant de la vie politique française, où le laïcisme triomphant montait sur le tremplin du ralliement, pour assurer à la bourgeoisie radicale la jouissance de ses privilèges, Jean Jaurès lui lançait du haut de la tribune de la Chambre cette apostrophe mémorable :
« Vous avez proclamé que la raison seule suffisait à tous les hommes pour la conduite de la vie. Vous avez arraché le peuple à la tutelle de l'Eglise et de ses dogmes. Vous avez interrompu la vieille chanson qui berçait la misère humaine, et la misère humaine s'est réveillée avec des cris, elle s'est dressée devant vous, et elle réclame aujourd'hui sa place, sa large place, au soleil du monde naturel, le seul que vous n'ayez point pâli... Vous avez arrêté le rayonnement religieux, et vous avez concentré dans les revendications sociales tout le feu de la pensée, toute l'ardeur du désir. C'est vous qui avez élevé la température révolutionnaire du prolétariat, et, si vous vous épouvantez aujourd'hui, c'est devant votre oeuvre. »

Le grand orateur socialiste avait posé la question sociale sur son vrai terrain : après quarante-quatre ans, la crise morale est la même ; la position des partis n'a pas changé ; les causes sont restées ; seuls, les effets se sont multipliés, aux dépens du parti radical responsable - ce qui est juste - et aux dépens de la paix sociale - ce qui ne l'est pas.

On peut distinguer trois phases dans la vie sociale française : le 1e corporatisme ; 2e la loi Le Chapelier ; 3e la loi de 1920.
- Le corporatisme, sous l'ancien régime, organisait les travailleurs d'une même profession (patrons, ouvriers, artisans) pour prendre ensemble les mesures propres à promouvoir leur prospérité.
- La loi Le Chapelier, en juin 1791, supprimait cet état de choses avec les dispositions suivantes :
« Défense de rétablir, sous quelque prétexte que ce soit, comme contraires à la Constitution, toutes espèces de corporations de même état ou profession ; défense aux citoyens de même état ou profession, lorsqu'ils se trouvent ensemble, de nommer un bureau, tenir un registre, prendre des arrêts, faire des règlements sur leurs prétendus intérêts communs, défense aux corps administratifs ou municipaux de tolérer toutes pétitions ou délibérations émanant des membres d'une même profession : le tout, sous peine d'amende, de prison, de dégradation civique. »
- La loi de 1920, en son article 5, donnait aux syndicats professionnels :

« Le droit d'acquérir, à titre gratuit ou à titre onéreux, des biens meubles ou immeubles. Ils peuvent constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels ou de retraites. Ils peuvent en outre affecter une partie de leurs ressources à la création d'habitations à bon marché et à l'acquisition de terrains pour jardins ouvriers, éducation physique et hygiène... »

Les syndicats se sont soumis à la Confédération Générale du Travail (C. G. T.) qui prélève chaque année sur les salaires des travailleurs un ensemble de cotisations dépassant trois cent cinquante millions. C'est pour mettre la main sur ce trésor de guerre civile, que le parti communiste, sur l'ordre de Staline, a favorisé la fusion de la C. G. T. avec la C. G. T. Unitaire.

Dans sa *Fin des Soviets*, M. Henri Guilbeaux trace du chef de la C. G. T. le portrait suivant :
« S'il est quelqu'un, qui symbolise d'une manière parfaite, le type du parvenu et du profiteur de la classe ouvrière, c'est bien Jouhaux. Il a joué avec l'antimilitarisme et l'antipatriotisme, gagnant ainsi la confiance des travailleurs. Inscrit sur le fameux carnet B, devant la dépouille de Jaurès, il jure qu'il partira bientôt pour le front et engage tous les prolétaires à suivre son exemple et à se rallier à « la guerre du droit. »
« Il ne part pas sur le front, mais s'embusque. Il est affecté à un distributeur d'essence, près de Paris - et durant toute la guerre, il entretient le « feu sacré » et l' « Union sacrée » et il est le conseiller de tous les gouvernements qui se succèdent pendant et après la guerre.
« Il devient un grand personnage et sa chair se fait flasque. Il est repu, bouffi. Des témoins oculaires qui l'ont vu manger au buffet de la gare de Lille, le jour de l'enterrement du ministre Salengro, m'ont rapporté de quelle manière grossière il goinfrait, se tapotant sur le ventre, essuyant la virgule de son menton suintant de graisse.
« Ce *citoyen du monde*, comme il s'appelle prétentieusement lui-même, devient haut fonctionnaire à la S. D. N., poussé au B. I. T. par cet autre gros profiteur qui a nom Albert Thomas. Pendant des années, les communistes l'injurient. Moscou le tient pour le prototype du traître à la classe ouvrière. Et soudain, sur l'ordre de Moscou, l'unité syndicale se fait. Le mouvement d'unité vers lequel sont allés travailleurs, employés, techniciens, a été complètement dirigé par Moscou, dont le mot d'ordre secret adressé aux chefs syndicalistes unitaires (c'est-à-dire communistes) était : faire toutes les concessions aux chefs de la vieille C. G. T., accepter tout, y compris l'interdiction des fractions au sein de la vieille C. G. T., mais une fois l'unité réalisée, reconstituer, cette fois sans inhabileté, sans forfanterie, des noyaux communistes non officiels et ne comprenant que des « responsables » souples et retors ; enfin, faire rentrer en masse à la C. G. T. des inorganisés sympathiques au parti communiste et développer les cellules communistes.
« On avait pensé à-une refonte complète, à une C. G. T. d'où auraient été exclus tous les profiteurs, tous les budgétaires, tous les parasites qui sucent le sang de la classe ouvrière. Non, la C. G. T. devient une juxtaposition de deux bureaucraties : celle de C. G. T. U. et de la C. G. T. Les Racamond, les Henri Raynaud se joignent aux Jouhaux et aux Guiraud.
« Couronnement de sa belle carrière, Jouhaux est promu régent de la Banque de France et fait partie des deux cents familles nouvelles ! Les ouvriers français sont capables de conspuer tous les soirs au Vel-d’Hiv’ à Wagram, à la Mutualité, Hitler, Mussolini et Franco, mais ils sont incapables de chasser les Jouhaux, les Racamond, tous ces bas profiteurs, tous ces repus, tous ces goinfreurs, vrais ennemis du peuple. »

Ce qui est admirable, c'est de voir portée sur le pavois une association deux fois illégale : la C. G. T., fondée hors les lois, a été condamnée à être dissoute, le 13 janvier 1921, par la 11^{e}

Chambre du Tribunal Correctionnel de la Seine. C'était - il est vrai - une recommandation pour Staline.
Je pose ici la question aux syndicalistes sincères, que cette cuisine dégoûte : croient-ils que leur vieille Confédération Générale du Travail serait tombée sous la coupe des fonctionnaires des Soviets, si elle n'avait pas subi la pression des circonstances qui sont nées du rapprochement franco-soviétique ?
La fusion des deux Confédérations signifie l'organisation de la grève générale à l'heure choisie par Staline pour déclencher en France un mouvement révolutionnaire communiste.
En attendant, la C. G. T. devient, au service des Soviets, un moyen de pression sur le gouvernement. Elle constitue ce qu'on appelle « le gouvernement des masses ».
Le plus beau fruit du pacte franco-soviétique, c'est encore l'apport au Front Populaire de l'appui du parti communiste et de son cortège de désordres, de grèves et de surenchère qui entraina la chute de la production et la faillite de l'Etat, consacrée par deux dévaluations successives.

« Faites payer les riches ! » crient alors les communistes pour réparer leurs dégâts. Et de dénoncer à l'opinion publique les « deux cents familles », qui possèdent les plus grosses fortunes. La liste en est pourtant incertaine, les éditions différentes. Où diable cacher les Rothschild, les Patenôtre et les Stern ? Il y a des bailleurs de fonds à ménager. Le slogan des « deux cents familles » n'est rien qu'un slogan. Les grosses fortunes s'élèvent en réalité, d'après les statistiques officielles du ministère des Finances à trois cents quarante-neuf ; et on a calculé qu'en distribuant au peuple tous leurs revenus, chaque Français recevrait seulement douze francs cinquante par an.
En spoliant les riches - au seul profit des banques - les pauvres n'en bénéficieraient même pas ; au contraire, les contribuables devraient suppléer, par une augmentation des impôts, au déficit des recettes de l'Etat, qui perçoit des riches jusqu'à 75 % de leur revenu.
A quoi bon poursuivre davantage la condamnation du communisme ? Le charlatanisme de son programme creux et sonore est fait pour les badauds. Derrière le décor de ses formules éculées, nous savons lire, en traits de sang, les signes mortels de leur sens profond. Le salut du pays ne viendra pas des communistes, destructeurs de la liberté ; mais il se fera contre eux ; et il vaincra dans leur défaite.
Le salut national, le salut social, qui se confondent, ne peuvent sortir que d'une haute et vigoureuse réaction des esprits et des cœurs contre l'emprise de Soviets et contre leur pacte de guerre civile et de guerre étrangère. Toute la France debout contre le bolchevisme !

****

DEUXIEME PARTIE
LE PROCES DU PACTE

****

EXORDE

AU PEUPLE FRANÇAIS

La Préface de la guerre s'adresse à tous les Français. Elle attire leur attention sur le problème le plus actuel et le plus grave posé par la conclusion du pacte franco-soviétique. L'esprit de paix qui domine cette modeste étude s'accommoderait mal de l'atmosphère de polémique d'une œuvre partisane. Le procès du Marxisme, qui en découle, repose sur des faits trop établis pour soulever de vaines passions politiques ou sociales, car il n'entend pas reprendre des méthodes de guerre civile et il ne répond pas à la lutte des classes par une riposte de classe, mais, au contraire, par la discussion la plus large et la plus ouverte qui ait été donnée aux Marxistes eux-mêmes pour confronter leur idéal avec la réalité.

La raison, dans sa froide simplicité ; la raison, que rien n'émeut, ni l'envie, ni la haine ; la raison, qui demeure, au-dessus de la mêlée des partis, l'apanage du vieux bon sens gaulois ; la raison seule suffit à juger le rassemblement des documents humains présentés à tous les esprits libres pour les aider à sauver - contre la dictature du crime - l'indépendance de leurs pensées, de leurs foyers et de leur patrie.

Pour la commune recherche de la vérité, des hommes venant des divers horizons du peuple n'ont pas à se séparer en factions, pour déplacer un point de vue qui n'appartient qu'au peuple. C'est l'intérêt général, au-dessus de tout, qui nous conduit à prendre position dans ce débat national où le sort de la France élève nos préoccupations à une hauteur patriotique et fraternelle.

Quand la guerre menace, ce n'est pas un clan de citoyens, mais un peuple entier qui voit s'obscurcir le ciel et qui tremble pour ses berceaux. Quand la politique de la paix, pour éloigner ce cauchemar, demande à l'art de la diplomatie, le secours des alliances, ce n'est pas non plus à un parti - et encore moins à un parti révolutionnaire - que l'intérêt national confiera le choix de ces alliances. Et si, malgré le paradoxe le plus fou, une telle alliance était imposée pour servir à des fins de politique intérieure, par exemple, pour permettre à des partis minoritaires de devenir les partis de la majorité, grâce à l'artifice d'un appoint faussant l'expression de la véritable opinion du pays réel ; si, dis-je, pour les besoins d'une cause étrangère aux exigences de la politique extérieure, le pacte franco-soviétique, puisqu'il faut l'appeler par son nom, mettait la sécurité de la France, gage de la paix européenne, sur le même plan que la sécurité des soviets, dont l'action révolutionnaire est universelle, il y aurait, pour chaque citoyen français, un droit de regard attaché à sa qualité de citoyen.

Ce droit de regard, nous entendons l'exercer pleinement, sans passion comme sans faiblesse, dans le double domaine où le pacte franco-soviétique nous enferme : à l'intérieur, en face du désordre social, et à l'extérieur, en face de la guerre.

PREMIER POINT

POUR LA REVOLUTION

Une des gloires intellectuelles du Front Populaire, M. Jean Cassou, a rendu un assez fort hommage aux faux penseurs pour que sa période enchante les générations à venir.
« En France, a-t-il écrit,[10] un imbécile n'est jamais imbécile... Un imbécile, dès qu'il prend allure d'homme qui pense, est sacré. Une pensée d'imbécile, si elle parvient à se formuler, est une pensée. C'est une pensée d'imbécile, mais c'est une pensée. L'imbécillité est respectable puisque, pour se manifester, elle choisit le plan intellectuel. Et le Français a la superstition de l'intelligence ou, tout au moins, des apparences de l'intelligence. »

Cette apparence de l'intelligence, ne la trouvons-nous pas dans cette pensée : « La République Française n'a pas plus à rougir de son pacte avec la dictature des Soviets, que François 1er de son alliance avec le Grand Turc. »
Ah ! l'argument royal, bien formulé pour apaiser le courroux des parlementaires d'extrême-droite, l'avez-vous assez entendu, mille fois ressassé par l'orateur du parti communiste ? Vous receviez une leçon d'histoire en pleine figure. L'argument-massue devait vous étourdir, pour mieux désarmer votre esprit critique de Cartésien. Mais vous vous êtes ressaisi. La réflexion aidant, vous avez vainement recherché le parallélisme des situations et vous avez reconnu, derrière le brillant décor d'un rappel glorieux, l'erreur monumentale qu'il abritait.
Le Grand Turc était le Grand Turc. Il ne représentait au monde que son empire, et rien d'autre. Mais les Soviets ! Où sont leurs frontières ? Mais Staline ! Que dirige-t-il ? Est-ce la Russie ? Ou est-ce la IIe Internationale ? J'entends crier : « Les Soviets partout ! » C'est « Staline partout ! » qu'il faut dire. Ce Maitre Jacques de la révolution bolchevique cumule, en effet, les deux plus grands pouvoirs de la terre : il est à la tête exécutive de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, et il est à la tête de la IIIe Internationale, dont les rameaux du parti communiste français s'étendent sur notre territoire et jusque dans nos colonies les plus lointaines.
Le Grand Turc n'entretenait pas, au sein du royaume de France, l'immense appareil de propagande et d'influence politique introduit chez nous par Staline ; La chrétienté française n'avait point à redouter, pour sa foi, ce que la République craint pour son ordre social ; et, au rebours de sa prétention fragile, la comparaison historique, impossible à soutenir, se retourne contre elle.

Lénine a défini les Soviets « la base de la révolution mondiale ». La IIIe Internationale, qui en est l'outil publie, a été fondée, nous dit l'article premier de ses statuts, « en vue d'organiser une action d'ensemble du prolétariat et d'une république internationale des Soviets », dont la Russie est le noyau. Enfin, Staline a précisé : en instituant la première dictature prolétarienne, la révolution créa, en même temps, une base puissante et ouverte pour le mouvement révolutionnaire mondial.

Voilà le vrai visage des Soviets. Leur épée ressemble à celle de M. Prud'homme : appelée à défendre nos institutions, elle saura, le cas échéant, les détruire : car elle a deux tranchants, celui de la guerre civile et celui de la guerre étrangère. Est-il nécessaire de proclamer que, malgré ses divisions intestines et ses préférences idéologiques, le peuple français, unanime, rejette l'une et l'autre ; et c'est parce qu'il en repousse le spectre d'horreur, que les

[10] *La revue d'Allemagne*, 1931

bonimenteurs du pacte franco-soviétique agitent avec fracas les épouvantails du fascisme, ce qui donne à ce pacte un caractère de provocation peu compatible avec un instrument de paix.
Les Marxistes, socialistes et communistes, ne s'y trompent pas : le pacte est fait pour eux, pour satisfaire leur désir de subversion sociale, pour favoriser, à l'occasion de la guerre qu'il doit engendrer, la transformation de cette guerre « impérialiste » en révolution prolétarienne. Leur doctrine leur en fait un devoir, ce qui fait un peu douter de la sincérité de leur pacifisme, quand on entend leur chef, M. Maurice Thorez, envisager « avec beaucoup de raison, avec beaucoup de calme > la possibilité d'une guerre.[11]
L'alliance de la France et de la Russie est apparue aux Marxistes, non sous la forme nationaliste de l'association de deux Etats, avec tout ce qu'elle comporte d'obligations militaires et d'entraide économique et financière, mais, sur un plan plus élevé, idéaliste, comme le ralliement fraternel à la Cité du Marxisme ; à la patrie universelle des travailleurs, à l'Internationale enfin de leurs rêves et de leurs espoirs.
Que des hommes aient imaginé une chimère aussi grandiose, l'élan de leur conviction impose le respect devant leur religion matérialiste ; et si l'esprit critique se réserve d'examiner l'utopie, du moins ses partisans ont-ils le droit de juger la transformation sociale dans le premier pays où le régime Marxiste a triomphé de tous ses adversaires et a pu librement gouverner, sur un cinquième du globe.
Si le nouvel état des Soviets avait vraiment changé la condition humaine, dans un sens meilleur, pour une vie plus heureuse, l'application concluante des théories marxistes aurait pu entrainer, sans discussion possible, l'adhésion de tous les hommes de cœur, qui cherchent passionnément un sens à la vie et une condition au bonheur.
L'expérience soviétique n'est pas de celles dont on peut préjuger les résultats. Elle a eu le rare avantage de durer. On a pu railler l'échec éclatant de l'expérience socialiste de M. Léon Blum, qui n'avait sévi qu'une année. L'échec des Soviets, lui, a duré vingt ans.
Son bilan, où se lit, en traits de sang, la faillite intégrale du socialisme Marxiste, doit devenir le livre de chevet de tous les Français qui sont nés l'âme fière, le cœur haut et l'esprit libre : ils reculeront d'instinct devant l'avilissement des âmes, la corruption des cœurs et l'asservissement des esprits qui marquent les étapes de la révolution bolchévique.

Enfantée dans la guerre étrangère et grandie dans la guerre civile, la République des Soviets en porte les stigmates indélébiles ; elle ne cherche à stabiliser son équilibre que dans une répression toujours inassouvie ; et elle dévore ses propres enfants, n'ayant plus d'empereur à offrir à ses bourreaux, ni de bourgeois à ses spadassins.
Ah ! s'ils étaient peut-être une foule d'honnêtes gens, les Koulaks, les officiers, les popes et les intellectuels dont le million de cadavres hante les nuits de Staline, de sa Tcheka et de son Guépéou ; que dirons-nous de leurs nouvelles victimes, que l'officielle Pravda vient insulter dans la tombe et traiter de « fumiers humains » après les avoir encensés parmi les plus grands ? Pour reprendre les qualificatifs de l'organe des Soviets, que penserons-nous de ces « reptiles infâmes, agents secrets du fascisme, qui fourmillent dans la diplomatie russe ? » « de ces chiens enragés » comme Kamenev, qui fut pourtant le compagnon de Lénine et le Président du Soviet de Moscou ? « de ces fauves sanguinaires et cyniques » comme l'ancien ambassadeur des Soviets à Londres, Sokolnikov, vendu au Japon ? de ce « reptile rampant et vicieux » de Radek, cher au vaste cœur de M. Edouard Herriot ?
On connait la liste noire des proscrits et la liste rouge des condamnés à mort : ce sont les héros de la vieille garde de 1917, les ingénieurs du redressement économique, les purs fidèles de Trotski, les hauts fonctionnaires des Soviets, les membres du premier Politburo, les

[11] Discours du 17 octobre 1935.

présidents de Soviets, les ambassadeurs de M. R. S. S., les chefs de la police et les chefs de l'armée rouge ; et cette élite des Soviets, promise à l'échafaud par leur maitre au cœur d'acier, par Staline, ne réussit pas à gagner notre pitié au regard de ses stupres et de ses trahisons.
Comment ! Au paradis des travailleurs, les ministres trafiquent, les ambassadeurs se vendent, les généraux trahissent, les policiers espionnent, tes fonctionnaires volent, les ingénieurs sabotent et les chefs de gare organisent les catastrophes ! Ces concussions et ces débauches, ces trahisons et ces crimes, c'était ça l'aboutissement du régime ; c'étaient les titres de noblesse de la nouvelle couche sociale dirigeante ; et c'est avec des gens aussi peu sûrs que nous avons négocié le pacte franco-soviétique !
Notre ministre de la guerre a reçu le maréchal Toukhatchevski en allié ; le ministre de l'air, M. Pierre Cot, lui a promis les « bleus » de notre canon de 23 ; notre Chef d'état-major a étudié ses projets d'alliance et répondu à ses questions indiscrètes ; et, pour conclure, Staline l'a fait fusiller.
Si l'on en croit la version russe officielle, l'état-major des Soviets livrait ses plans et les nôtres à l'Allemagne ; les généraux de l'armée rouge, choisis par Staline et décorés par lui, étaient, écrit la Pravda, « des traîtres, des espions, des chiens, d'ignobles chiens ». Le moins qu'on puisse dire, c'est que le dictateur des Soviets n'a pas beaucoup de chance dans sa connaissance des hommes.
C'est cependant avec cet état-major où l'on se parjure qu'il nous a pressé d'avoir des conversations confiantes ; et si la pléiade de généraux exécutés était innocente et simplement victime de machiavélisme, à la veille des élections générales, c'est à son régime autophagique et perfide, que Staline demande notre confiance, scellée dans le pacte de Moscou.

Le déséquilibre moral et l'instabilité matérielle du régime soviétique ne trouvent-ils pas leur cause profonde dans l'échec doctrinal, où le Marxisme se débat ? Que l'armée rouge, qui s'intitule « l'armée de la révolution mondiale » et en est « le détachement d'avant-garde », soit pourrie, sa corruption pourrait réjouir les antimilitaristes invétérés ; mais elle réjouira moins les partisans de l'alliance russe et, principalement, nos officiers supérieurs…
Que les armements soviétiques - les plus nombreux des nations - rouillent dans leurs arsenaux pour la joie de leurs saboteurs, personne n'y prend intérêt, sinon l'ennemi de demain.
Mais que le régime soviétique ait rétabli, sous le couvert du Marxisme, la plus-value qu'il prétendait abolir, en la surnommant « accumulation socialiste de capital » au profit de l'Etat, de sa bureaucratie et de ses emprunts capitalistes ; et qu'au bout de cette évolution économique, où la révolution s'enlise, le prolétariat russe ne soit pas moins exploité par l'Etat que par les patrons, sinon davantage, et dans des conditions de vie, de travail et de logement intolérables ; qu'une bureaucratie improductive de cinq millions d'hommes jouissent d'autant de biens que cent soixante millions de travailleurs ; qu'au servage renouvelé des Soviets s'ajoute « une inégalité des salaires plus grande que celle que nous voyons chez nous entre le cantonnier et le Président de la Cour de cassation » ;[12] que, dans l'Union soviétique, le salaire ne soit pas, comme ce devrait être le cas dans un véritable régime socialiste, l'attribution d'une part de revenu social à l'homme, mais « le moyen de faire rendre le maximum à la machine humaine » ; que la collectivisation ait tourné à la catastrophe et le communisme au caporalisme et au capitalisme d'Etat ; tant de ruines matérielles et morales déçoivent, soulèvent le cœur, et remuent, dans les profondeurs de l'âme, des sentiments indicibles de dégoût et d'horreur.
Ce n'est pas la prospérité, mais des périodes cruciales de famine que le Marxisme appliqué a produit : conçu pour détruire, il s'est révélé impuissant à créer ; il a tout désorganisé, tout

---

[12] Moué : *L'Union Soviétique au carrefour*.

liquidé, tout abattu. Au lendemain d'une guerre civile implacable, il a dû reculer sur la Nep de Lénine et sur le plan quinquennal de Staline ; et, dans ce recul, commandé par la nature des choses, il a été dépassé par la revanche des facteurs humains. Ce n'est pas en vain que des visionnaires sans expérience ont prêché la surenchère, la haine et la révolte. A leur démagogie malsaine et à leurs excitations envieuses, une vague de paresse sans précédent a répondu : un ouvrier carrier, par exemple, produit dix fois moins qu'aux Etats-Unis. Alors on a cherché, dans l'arsenal des méthodes capitalistes américaines, le fameux système Taylor, et, l'ayant aggravé pour mieux exploiter les capacités humaines, le stakhanovisme l'a russifié, soviétisé peut-être, mais, à coup sûr, déshonoré.

Ayant été présenté à un stakhanoviste, qui était parvenu à faire en cinq heures le travail de huit jours, M. André Gide osa demander si cela ne revenait pas à dire que, d'abord, il mettait huit jours à faire le travail de cinq heures...

Cette question jugée sans doute trop spirituelle, fut assez mal prise et resta sans réponse. Elle est, en vérité, fort sérieuse, et le moins qu'on puisse souhaiter, c'est qu'elle n'oblige pas à répondre, en face de la différence inhumaine qu'elle révèle, par d'autres raisons moins faciles, plus honorables pour l'ouvrier russe et plus condamnables pour ses employeurs soviétiques.

Ce n'est pas lui, le travailleur, que nous accusons : nous le plaignons dans sa nonchalance, parce qu'elle est faite de misère, d'exploitation et de terreur ; nous comprenons ses faiblesses sous la contrainte d'un labeur sans joie. Mais dites-moi quelle indulgence pourrait encore atténuer la responsabilité d'un régime, qui doit son existence au prolétariat, et qui l'enferme dans le bagne de ses usines, sans liberté de déplacement, le front courbé sous le mouchardage de ses policiers... Que dirons-nous d'un socialisme où l'inégalité triomphe, où les taudis des travailleurs voisinent avec les hôtels luxueux de la bureaucratie et du tourisme ? Comment qualifierons-nous la libération de la femme, quand elle ne se réalise que dans la prostitution ? Et quel cri de pitié ne jaillira-t-il pas de nos poitrines, devant l'horrible spectacle de cette enfance abandonnée qui semble se fuir elle-même et qui préfère à ce qu'on lui offre, selon le beau récit de M. Gide, « la misère avec la liberté. »

L'énorme fléau de l'enfance abandonnée est une honte sociale sans équivalent dans aucun pays bourgeois. Trotski le reconnaît dans sa Révolution trahie : « Le grand nombre des enfants abandonnés est indiscutablement la preuve la plus tragique et la plus infaillible de la pénible situation de la mère ». La *Pravda* l'avoue : « La naissance d'un enfant est pour beaucoup de femmes une menace sérieuse... »

L'Exécutif des Soviets a dû décider que les enfants abandonnés et les orphelins seraient confiés à des particuliers. N'est-ce pas la démission de l'Etat dans l'une de ses fonctions socialistes essentielles ? N'est-ce pas la reconnaissance de son incapacité dans le domaine de l'éducation ?

Ah ! l'éducation communiste ! Il s'agit bien de former des hommes libres ! Ce que l'école et les Jeunesses communistes demandent aux enfants - ceci n'est pas une fantaisie, mais l'atroce réalité - c'est de tenter la rééducation de leurs parents, pour leur faire honte de leurs croyances ancestrales, de leurs vieilles mœurs et de leur spiritualité. Elevés dans le culte de la délation et récompensés pour leurs dénonciations, ce sont les enfants qui démasquent leurs pères, c'est l'innocence qui se fait parricide et c'est la terreur qui s'installe au foyer !

La déchéance est le mot qui convient à cette nouvelle horreur. Il faut y joindre cette règle barbare : « Qui ne se soumet pas, ne mange pas. » C'est le principe appliqué aux communistes exclus, qui ont échappé à l'assassinat et aux camps de concentration.

Ils ont perdu leur droit au travail et, pour ainsi dire, leur place au soleil. Ils ont disparu, dans la brousse neigeuse, sans bruit, au crépuscule... Tous ne se sont pas suicidés. D'autres sont morts d'épuisement. Mais aucun n'a laissé de traces. La grande loi de l'éternel silence les a

enveloppés dans son linceul. Mais l'Histoire, vengeresse de tous les crimes, redira leurs noms, témoins d'infamie et victimes illustres, comme cet académicien Longine, dont la seule faute fut de ne pas se prêter aux fraudes d'examen en faveur des fils à camarades recommandés. .

Et si le palmarès des morts entre à son tour dans l'oubli, l'Histoire retiendra ces chiffres massifs des bannis, des déportés, des condamnés aux travaux forcés, des six millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui croupissent et s'épuisent, du Caucase à la Sibérie, dans les camps de concentration, où s'élabore, dans la souffrance, la seule œuvre positive des Soviets.

Ce sont des tortures sans nombre, physiques et morales, que représentent ainsi les réalisations de la Russie nouvelle, telles que le canal Staline de la Mer Blanche ou l'extraction colossale de l'or, qui, par une ironie de la nature, abonde au pays du marxisme, pour fournir des munitions à la propagande anticapitaliste.

Le marxisme était un brillant sujet de thèse pour nos esthètes socialistes : malheureusement pour eux, en prenant le pouvoir, il s'est vidé de son socialisme et il a perdu sa face humaine.

C'est la conclusion de tous ceux qui reviennent de l'enfer soviétique : appelez-le comme il vous plaira, dictature de Staline ou tsarisme rouge, peu importe ; l'essentiel est de constater qu'il peut être tout, excepté le socialisme !

Nous avions connu des expériences marxistes, toutes dirigées, comme en Russie, par des juifs, Rosa Luxembourg, en Prusse ; Kurt Eisner en Bavière ; Otto Bauer, en Autriche ; Bela Kuhn, en Hongrie ; Claudio Trèves, en Italie, et Moïse Rosenberg, en Catalogne, sans omettre, dans un sens restreint, Léon Blum, en France ; nous avions assisté à l'écroulement de leurs ébauches, sous les ruines et sous les huées ; mais pouvions-nous imaginer, à la lumière de ces exemples partiels, une faillite aussi retentissante que celle du marxisme dans le seul pays où il a survécu à son établissement ?

C'est pourquoi son échec n'encouragera pas un vrai socialiste à donner son approbation au pacte franco-soviétique, au nom d'un idéal qui n'a rien de commun avec le bolchevisme.

Le marxisme a échoué dans son matérialisme, comme un corps sans âme, parce qu'il avait nié cette âme et l'humanité qu'elle animait. Il a été vaincu par la nature humaine, parce qu'il était un défi à l'humaine raison. C'est là un nouveau point de vue qui sollicite nos réflexions politiques les plus utiles.

Karl Marx n'a rien inventé. Il n'a fait que codifier des idées antiques, latentes au cours des âges, reprises par Robespierre et développées par Babeuf. Sous leur influence, l'étatisme, destructeur des corporations, devait tendre à une sorte de communisme national. La démocratie sociale, naturellement engendrée par la démocratie politique et calquée sur elle, devenait le *credo* des chefs de conscience de la classe ouvrière. C'était la porte ouverte au marxisme. Quel principe démocratique l'aurait refermée ? Comment se serait-il opposé à la rigoureuse logique de cet enchaînement de la vie politique et de la vie sociale, si la démocratie devait régir la première ? L'égalité des électeurs étant tenue pour légitime, l'égalité de leurs biens serait-elle une hérésie ? L'égalité sociale devait naitre de l'égalité politique.

C'est la déduction marxiste ; elle est sûre ; elle est cohérente ; elle est intelligible ; mais, à sa base, il y a l'erreur d'une pétition de principe. Non ! Le premier travailleur venu, quelle que soit sa bonne volonté, ne réussira pas à gouverner une usine, à diriger un magasin, à faire prospérer une ferme ou un vignoble, et, pour adapter la fameuse formule de M. Charles Benoît, n'importe qui n'est pas bon, n'importe quand, n'importe où, pour n'importe quoi.

L'égalité sociale, pourtant, n'admet pas la technique ; et, comme on ne construit rien sur l'ignorance, la technique s'impose à l'économie, en maîtresse nécessaire et absolue. Sa victoire est celle du progrès.
La leçon de ce duel entre les lois de la vie et le marxisme, où l'égalité sociale devait succomber, donne à réfléchir aux déceptions de l'égalité politique et aux déficiences qu'elle amène à la direction de l'Etat.

Eh ! bien, c'est ce régime de mort qui est offert à l'admiration des membres du parti communiste, dont le programme ne badine pas avec notre sensibilité, par exemple, dans ce passage : « Les masses doivent savoir qu'elles vont à une lutte armée, sanglante, désespérée. Le mépris de la mort doit se répandre dans les masses et assurer la victoire. L'offensive contre l'ennemi doit être aussi énergique que possible. L'attaque, et non la défense, doit être le mot d'ordre des masses, l'extermination impitoyable de l'ennemi, leur objectif ; l'organisation du combat sera mobile et souple ; les éléments hésitants de la troupe seront entraînés dans la lutte active. »
Cette provocation au meurtre promet une pluie de sang aux cosignataires du pacte franco-soviétique : n'en voient-ils pas ses effets foudroyants sur une population mal informée, qui n'entend sans doute rien au marxisme, mais qui croit à la sainteté des traités et à la vertu des alliés.
C'est l'unique raison du succès du parti communiste français depuis la conclusion du pacte ; c'est son résultat tangible, son premier fruit. Il est tombé dans la corbeille de la Section française de l'Internationale communiste, qui a moissonné, de 1935 à 1937, 25 % de gains électoraux. C'est le recrutement, par Staline, de son avant-garde incendiaire, campée sur le sol français. C'est l'ennemi intérieur qui démantèle la patrie et livre la République à l'étranger. C'est la Révolution bolcheviste qui s'installe sur les avenues du pouvoir central. Et c'est le pacte qui vient désarmer les organes de la défense civile et de la sûreté nationale en face du désordre social.

Comme l'écrit très bien M. Pierre Dominique, « la Révolution peut exister sous la figure d'un terrorisme quotidien médiocrement brutal et peu bruyant. Une bonne étude à faire pour en illustrer les procédés serait celle de la bataille invisible qui se livre à l'intérieur des usines et des ateliers et qui se poursuit jusque sur les trottoirs et dans les escaliers des maisons de nos faubourgs.
« Pour trouver l'explication du succès des communistes dans les villes, on doit faire intervenir l'ampleur de leurs moyens financiers, la profondeur de leur hypocrisie, la puissance de leur organisation, mais il ne faut pas négliger la terreur larvée qu'ils font régner, notamment dans les milieux ouvriers, et qui, tôt ou tard, déterminera une *contre-Terreur*. »[13]

Je ne pense pas qu'un peuple de travailleurs et de soldats comme le nôtre puisse, après des siècles de labeur et de gloire, autoriser une légion étrangère à proscrire la liberté du travail aux anciens combattants non syndiqués et aux ouvriers des syndicats indépendants, au nom d'une Confédération Générale du Travail deux fois illégale et fusionnée, par ordre de Staline, avec la C. G. T. Unitaire, sous la direction scandaleuse d'un cumulard repus, symbole du profitariat de la révolution sociale : Léon Jouhaux, régent de la Banque de France.
Je ne pense pas non plus que le poing tendu puisse défier nos institutions à l'abri d'un acte diplomatique, parce que le partenaire ou l'allié se trouve être également le maître de la IIIe Internationale... Des provocateurs à gages font interdire maintes réunions publiques : faudra-t-

[13] *La République* du 22 septembre 1937.

il un jour déposer nos plumes ? Si le pacte doit aboutir à une telle oppression, arrachons son bâillon ! Montrons, au travers de son texte lénitif, les articles de notre condamnation, tels que Lénine et Staline les ont écrits dans les statuts de l'Internationale communiste. En relevant l'imposture, nous barrerons la route à la Révolution.

C'est elle, en effet, qui est le but avéré, le résultat certain, la raison d'être du pacte franco-soviétique, du point de vue des Soviets. De l'occupation des usines aux troubles de la rue, la révolution sociale, sous nos yeux s'organise ; et nous mettons notre main dans celle des assassins. L'exemple saignant de l'Espagne ne suffit-il pas à convaincre même les esprits sceptiques du péril mortel attaché à l'amitié soviétique ? Après la ruine de nos finances due à la collaboration communiste au Front Populaire, après l'agitation gréviste et la chute de la production ; après la double dévaluation du franc qui en fut la résultante, faut-il, à la nation, des sacrifices humains, faut-il de nouveaux Clichy, en plus grand, avec plus de victimes, pour déciller les yeux qui dorment et pour dresser enfin toute la France contre le pacte de la Révolution ?

Accusez les lois sociales de la République : j'en connais les imperfections et pour tout dire, le caractère antisocial. Il n'est pas un homme de cœur qui n'en souhaite la révision prochaine. Mais ce n'est pas les améliorer que de se soumettre à la dictature de la misère, où l'esprit humain doit abdiquer dans une nuit sans étoile.

André Maltère, l’ennemi des lois présenté par Maurice Barrès, s'accusait, au contraire, de désirer le libre essor de toutes ses facultés, et de donner son sens complet au mot exister. Homme, et hommes libres, c'est parce que, comme lui, nous voulons vivre, sans dépendance et dans l'harmonie du monde, que nous repoussons le pacte avec le bolchevisme.

SECOND POINT

POUR LA GUERRE

La confiance en Staline a succédé à la confiance au Tsar. Ce souvenir ému nous reporte – hélas ! - à l'enchaînement des alliances en 1914 qui a déclenché la guerre mondiale. C'est le seul point sur lequel l'opinion soit unanime. Or, ce mécanisme diplomatique fatal se reconstitue, à l'effarement du bon sens, malgré l'expérience tragique où la France a failli subir la loi de l'ennemi. Le commissaire du peuple aux Affaires étrangères des Soviets, M. Litvinov, le sait bien, lui qui a qualifié la politique des pactes de moyen, et du meilleur, pour transformer une guerre locale en guerre universelle. Il a signé, avec cette pensée, le pacte franco-soviétique.

Nos négociateurs, la main sur le cœur, n'ont rien vu, ni rien entendu, abîmés qu'ils étaient dans leur confiance en Staline. Ils n'ont pas remarqué sa ruse asiatique et son mépris des choses, des hommes et de toutes les philosophies. Ils ont oublié sa duplicité inouïe, en 1936, pendant la conquête italienne de l’Abyssinie, à laquelle s'opposait, dans l'ombre sous-marine, la plus grande, puissance navale du continent, maîtresse des mers.

A cette époque, fertile en incidents dramatiques, renouvelés depuis par la guerre civile espagnole, le spectre de la guerre menaçait de graver sur nos murs les mots fatidiques : Manès, Técél, Pharès. C'était nous, Babylone.

Au service d'une puissance étrangère, qui a favorisé, par les moyens dorés de sa cavalerie de Saint-Georges, le gouvernement de la tribu marxiste, jusqu'au jour où la « respectability » britannique s'est justement cabrée devant l'affront de la réédition française et anglaise du chef-d'œuvre hystérique et boueux de M. Léon Blum sur le *Mariage*, une ligue de parlementaires bellicistes s'était formée, sous sa direction, pour mener le peuple français à une agression fratricide contre l'Italie.

Cette abominable manœuvre devait se briser sur la plume de M. Charles Maurras, dont le couteau de cuisine était au cran d'arrêt. Dans le fracas de la propagande guerrière, à la veillée des armes, qui ferait cas d'une voix dans la mêlée ? C'est pour avoir compris, à l'heure décisive, la portée salvatrice d'un acte, c'est pour l'avoir formulé comme une menace purement conditionnelle - « si la guerre éclate » - que le grand écrivain a mérité hier les honneurs de la prison juive et ceux, demain, du prix Nobel de la Paix. Charles Maurras n'était qu'un philosophe : il est entré vivant dans les annales de l'Histoire en homme d'Etat, celui dont on dira : il fut le seul qui ait empêché une guerre.

Cette guerre nous aurait trouvé, dans la constellation nouvelle, aux côtés de la Grande-Bretagne (sans l'Irlande, indépendante et catholique romaine) et de la Russie rouge. On l'a dit. Les antifascistes l'ont répété complaisamment. Mais personne n'en est sûr. Comment ! Allez-vous répondre : et la lutte contre le fascisme, n'y pensez-vous pas ?... Je songe, en ce moment, aux pipe-lines du Caucase qui drainaient au maximum le pétrole des Soviets pour alimenter la flotte de guerre italienne...

C'est ce double visage de Staline, que je voulais vous montrer. C'est celui qui délègue en même temps son nouvel ambassadeur à Berlin auprès du chancelier Hitler, à sa résidence de Berchtesgaden, et son homme à tout faire Dimitroff « l'incendiaire » au centre révolutionnaire de Paris...

Il faut bien poser la question, puisqu'elle est primordiale : le chef d'Etat qui vous excite contre les puissances fascistes, et qui, au moment propice, où le fascisme est en jeu, lui livre le concours sauveur du pétrole caucasien, peut-il vous inspirer confiance ? Avez-vous confiance en Staline ?

Posez plutôt la question aux mânes de ses anciens compagnons de lutte : aux Kameneff et aux Bucharin... C'est cependant cette question de confiance qui nous empêche, depuis des siècles, de nous mettre en paix avec, l'Allemagne. Ce que nous avons refusé à nos propres voisins du IIIe Reich, allons-nous l'accorder gratuitement à l'Asie, à un certain Géorgien nommé Staline ? Irons-nous, par le chemin du pacte, confier notre destinée à une Russie qui fut trois fois notre alliée malheureuse et qui nous a trahi trois fois : pendant la guerre de sept ans, puis après les serments de Tilsitt, enfin, en pleine guerre, à Brest-Litovsk ?

Nous laisserons-nous prendre au piège une quatrième fois? En un mot, maintiendrons-nous le pacte franco-soviétique ?

Ce qu'il nous a fait perdre, le bénéfice du pacte de Locarno, qui engageait tout de même l'Italie comme l'Angleterre, compense-t-il le fantôme de sécurité promis par la lointaine Russie ? N'oublions pas le caractère amorphe des masses répandues sur des espaces presque infinis. M. Jacques Bainville, dont nous avons salué l'impérissable mémoire, écrivait que tout calcul politique, quand il s'agit de la Russie, doit être fondé sur la notion de la distance.[14] Et il ajoutait :

« Ce serait très probablement une erreur de croire que l'Allemagne se séparera jamais du monde russe. Elle y gardait bien de l'influence pendant la guerre et malgré la guerre ! La Russie est aussi nécessaire à l'Allemagne que l'Allemagne à la Russie. Y aurait-il rupture diplomatique, l'ambassadeur allemand serait rappelé de Moscou, tandis que l'ambassadeur de

[14] *L'Action Française* du 18 octobre 1927.

France y resterait que, néanmoins, la place de l'Allemagne serait plus grande là-bas que celle de n'importe quel autre pays. Le Russe n'aime peut-être pas l'Allemand, mais il ne peut se passer de lui plus que de thé. Et il y a trois quarts de siècle, bien avant Raspoutine et Lénine, qu'Alexandre II en a écrit : « Chez nous, tout est Allemand, les boulangers, les pharmaciens, les sages-femmes et les impératrices. »[15]

Malgré la violence des polémiques, pour l'usage intérieur, aucun lien n'a été rompu entre Moscou et Berlin, aucun traité n'a été dénoncé, ni le traité de Rapallo de 1922, ni celui de Berlin de 1926, ni celui de Moscou de 1931. Jamais, d'ailleurs, les échanges commerciaux n'ont été aussi volumineux qu'à l'heure présente. L'alliance franco-russe n'a donc rien modifié, ni rien empêché. Au lendemain de sa signature, nous avons eu l'étonnement d'apprendre une réconciliation sensationnelle et de voir, chez le Führer, le général Ludendorff, qui avait ramené Lénine en Russie. Loin de s'émouvoir outre mesure, les Allemands ont vu, dans le pacte franco-soviétique, un atout diplomatique à l'avantage de Berlin.

C'est ce qu'a mis en lumière un spécialiste de la politique extérieure, généralement très bien informé, M. J. Delebecque, dans *l'Action Française* :
« La Wilhelmstrasse dispose d'un argument propre à faire impression, que nous avons bénévolement mis à sa disposition, l'existence du pacte franco-soviétique - et elle en use abondamment. Il est bien certain que, quand M. de Ribbentrop, la mine soucieuse, fait valoir auprès de M. Eden et des fonctionnaires du Foreign Office les dangers que comporte cet instrument pour la paix de l'Europe, ses interlocuteurs, au fond d'eux-mêmes, sont assez enclins à lui donner raison. Qu'ils l'aient voulu ou non, les gens qui nous ont liés à Moscou ont compliqué dans des proportions qu'on n'imagine pas notre situation diplomatique, éveillé dans presque toutes les capitales, même dans celles où l'on est le mieux disposé pour nous, de graves méfiances et, par suite, fait le jeu de cette Allemagne contre laquelle ils croyaient nous assurer une défense supplémentaire . »

Curieuse défense, que celle d'un pays dont les chefs responsables ont toujours condamné, en termes sévères, le traité de Versailles, le règlement des réparations et le démembrement de l'Allemagne. Lénine criait à une humiliation inouïe. En 1931, Staline dénonçait « la paix de violence de Versailles », et aujourd'hui le procureur se fait avocat et s'offre pour défendre les frontières. Ah ! j'entends encore la voix sarcastique de M. Georges Clemenceau : si le grand vieux Grognard vivait, que ne redirait-il pas son mot fameux : « Vous y croyez, vous ? »
Les porte-paroles des Soviets n'en croient rien ; ils savent ce qu'il faut penser des contradictions internationales et la manière de s'en servir; ils ont seulement mis « l'impérialisme français » en sourdine et lui ont substitué la croisade des démocraties ; ils savourent le sel guerrier de ces formules incendiaires ; et si ces slogans de feu allument des foyers de discorde aux quatre coins de l'Europe, ils envisagent, « avec beaucoup de raison, avec beaucoup de calme, la possibilité d'une guerre.». M. Lagorgette, dans le Populaire, reconnaît que le parti communiste « s'est employé à préparer les conditions psychologiques d'une acceptation de la guerre par les travailleurs ».[16]

J'ai cité Gabriel Péri, Maurice Thorez, Marcel Cachin, après Lénine et Staline, des paroles de chefs, des témoignages qui tiennent, des documents humains qui ne mentent pas.

---

[15] *L'Action Française* du 20 mars 1928.
[16] *Le Populaire* du 22 septembre 1937.

C'était donc à cela que songeaient nos faiseurs de pacte, pendant que les braves gens se reposaient sur des assurances de paix ; c'était à cette possibilité de guerre, à l'éventualité de la guerre, et pour aller au fond des choses, à la préparation active de la guerre, que tendaient les efforts diplomatiques des Soviets pour la conclusion du pacte franco-soviétique.
La frontière du Rhin n'entrait certes pas dans leurs calculs, sinon comme un abcès de fixation en cas de fièvre allemande : ils sont placés pour savoir combien une guerre franco-allemande, en servant le mouvement révolutionnaire occidental, serait utile à la Russie soviétique pour reprendre son offensive en Europe centrale. La France devrait une fois de plus se sauver elle-même, car la Pologne et la Roumanie sont absolument décidées à élever un rempart contre le bolchevisme. Voilà l'impasse où nous conduit le pacte, au nom d'une sécurité collective qui est une chimère ou un mensonge. Il est la préface de la guerre : et d'une guerre deux fois étrangère à la France.

L'âme française, fière de son indépendance, et résolument pacifique, se rebelle naturellement contre cette ingérence étrangère dans notre vie intérieure et sur la route de nos destinées. Notre noble amie, l'Angleterre, nous a-t-elle consultés avant de conclure avec Hitler le pacte naval anglo-germanique ? Elle a cependant hautement proclamé que sa frontière passait sur le Rhin. La situation où nous met le pacte franco-soviétique nous prive de cette liberté de négociation avec l'Allemagne : elle favorise l'éclosion de toutes les difficultés ; elle les entretient et, pour ainsi dire, les couve ; enfin, lorsque la raison dominant les passions éteintes pourrait faire aboutir un meilleur « modus vivendi », les Soviets s'interposent et nous interdisent le droit de converser à deux. Oui, le pacte franco-soviétique nous a conduit à cette humiliation.
Ce qu'il nous demande, c'est de renoncer à notre liberté de mouvement ; mais, pour souscrire à cette abdication, il faudrait avoir perdu le sentiment de la grandeur qui auréole la patrie. Je connais des Français qui l'emporteront plutôt dans la tombe.
Le pacte franco-soviétique est une honte qu'il faut au plus vite effacer, si l'on veut maintenir toujours plus haut le prestige de la France à l'étranger. J'ai réservé pour cette fin mon modeste témoignage de journaliste en croisière : il est le message émouvant des amis de la France dans la plupart des capitales de l'Europe, personnages de qualité tout imprégnés de notre culture et tout vibrants de notre idéalisme, les uns et les autres surpris par notre évolution révolutionnaire et douloureusement inquiets de notre alliance avec les Soviets. Cette inquiétude pour la France, qui nous honore et nous peine, est l'inquiétude même de toute la civilisation occidentale menacée par la barbarie de l'Asie.
La guerre, que le pacte nous vaudra, profitera seulement au bolchevisme, dans tous les cas : c'est la conviction des hommes d'Etat, de Bruxelles à Bucarest et de Varsovie à Belgrade. De là sont venus la dénonciation des accords franco-belge et des accords de Locarno, la proclamation de la neutralité armée de la Belgique, l'alliance Italo-Yougoslave, le resserrement de l'amitié polono-roumaine, le rapprochement germano-italien, consacré par la visite de M. Mussolini à Berlin, et tant d'autres signes négatifs dans l'aire du pacte. L'universel mouvement de recul de nos anciens alliés suffit à découvrir la mauvaise carte que nous avons jouée.
Les Français résidant à l’étranger sont les témoins de l'angoisse des hommes qui trouvent dans les splendeurs de la France l'image idéale d'une patrie plus belle. La sujétion bolcheviste voile d'ombre et de sang le visage de leurs rêves. Leurs soucis deviennent les nôtres ; et nous ne retrouverons de repos que dans la délivrance du pacte de la guerre.

CONCLUSION :

LA PREFACE DE LA GUERRE

Il est temps de refermer le pacte franco-soviétique. Son étude est peut-être encore incomplète ; mais on conviendra qu'elle est amplement suffisante. Un magnifique artiste des lettres, Alphonse Daudet, ne nous a point montré sa belle Arlésienne, mais il nous l'a si profondément fait connaître que nous l'avons tous aimée.
C'est un sentiment fort différent qui nous agite en face de l'esprit du pacte, car nous avions cherché en Russie le paradis des travailleurs, et nous avons trouvé un paupérisme qui s'étale, comme si les pauvres gens avaient eu, seuls, le privilège d'avoir des enfants.
Nous voulions imaginer une plus grande sécurité pour la paix ; et l'instrument diplomatique est apparu comme un instrument de guerre. Jamais notre déception ne fut plus lourde, et notre dégoût plus amer.
Quoi ! Vous pensez que, si nous enchaînons notre existence nationale au Comité Exécutif des Soviets et de l'Internationale Communiste, nous serons à l'abri de la révolution sociale, à laquelle s'oppose la constitution millénaire de nos cellules familiales, corporatives ou syndicales ? Avez-vous oublié dans quel temps, sous quelle influence, le parti communiste français a fait des progrès de géant ? Comment, le pacte conclu, le Front Populaire s'est formé, puis a été lui-même saboté par l'agitation gréviste, l'occupation des usines et les émeutes sanglantes ? Combien de fois nos finances publiques, mises en péril par la surenchère communiste, ont dû mendier à l'emprunt et aboutir aux dévaluations ? Avez-vous perdu la mémoire de Clichy, des retards de l'exposition internationale et du franc à moins de deux sous ?
Regardez maintenant tout ce que le Maître du Bal organise pour les loisirs de son peuple ; et, par l'œuvre de Staline, vous jugerez ce que vous devez attendre.

Lorsque les armées allemandes campaient sur notre territoire, et, sur le front oriental, jusqu'au cœur de la Russie d'Europe, lorsque l'alliance franco-russe, engrenée dans la guerre, pouvait plus rapidement l'achever dans la victoire, lorsque le chef de l'Armée rouge, Trotski lui-même, hésitait à livrer la Révolution russe à la merci des empires centraux, Staline fit envoyer Trotski signer, à Brest-Litovsk, la paix de trahison qui nous valut des centaines de milliers de morts par surcroît.

Mais passons. Ce sont des mœurs anciennes de l'Asie de trahir les alliances ; et la Russie des tsars nous l'a bien fait voir deux fois. La même duplicité s'est retrouvée en Staline vis-à-vis de la conquête italienne de l'Ethiopie. La duplicité d'hier, entraînera la duplicité de demain...
La ruse, le mépris de tout ce qu'il y a de beau, de grand, de noble dans la conscience humaine, le penchant malsain pour la délation et la soif inextinguible du pouvoir composent le caractère dur et cruel de Staline.
Pour durer, à défaut d'un équilibre que la nature des choses et des gens lui refuse, il faut à ce vampire l'épouvante des hécatombes, les supplices de son Guépéou et les tortures de ses camps de travaux forcés. Rien n'a pu faiblir la férocité ni détourner le dictateur de son terrorisme, pas même le sourire d'une femme : peut-être aussi, tremblante devant le monstre, aucune femme devant lui n'a souri...
C'est pourquoi, puisque le régime marxiste, en faisant faillite, a mené le peuple russe à un abîme de souffrance et de misère, et que nous sommes dépositaires d'une civilisation infiniment plus fine, nous devons être jaloux de nos libertés et les défendre contre l'emprise étrangère d'un parti de classe et de guerre civile.

Non ! Nous n'irons pas à Moscou. Nous laisserons aux Russes leurs méthodes politiques personnelles ; mais nous ne permettrons pas à des agitateurs, qui ne sont ni de notre sang, ni de notre sol, le droit qu'ils n'ont pas, de désorganiser notre structure sociale, de détruire nos foyers et de semer la haine au sein de la grande famille de citoyens qui porte le nom de France.
Nous n'acceptons pas qu'on lui ravisse sa liberté d'action pour l'entraîner plus sûrement à une guerre où nous avons tout à perdre et rien à gagner. Notre nationalisme, naguère qualifié d'impérialisme par nos nouveaux alliés, ne se laissera pas guider par l'impérialisme mondial de la IIIe Internationale. Et nous méprisons les leçons de chauvinisme d'un parti antimilitariste, qui s'est reconnu une mission patriotique, précisément à partir du jour de la signature du pacte franco-soviétique, avouant ainsi ses desseins belliqueux.

A l'heure grave et bientôt décisive, où notre pays, laborieux et pacifique, sera placé devant une alternative qu'il n'a pas voulue, pour servir les plans guerriers d'une révolution étrangère, nous aurons à choisir entre l'indépendance et les obligations du pacte franco-soviétique, avec ses facteurs de bolchevisation et sa préface de la guerre, ses impuissances et sa duplicité. Quant à nous, qui sommes nés libres, nous nous prononçons pour l'honneur de la France et pour sa liberté.

****

TABLE DES MATIERES